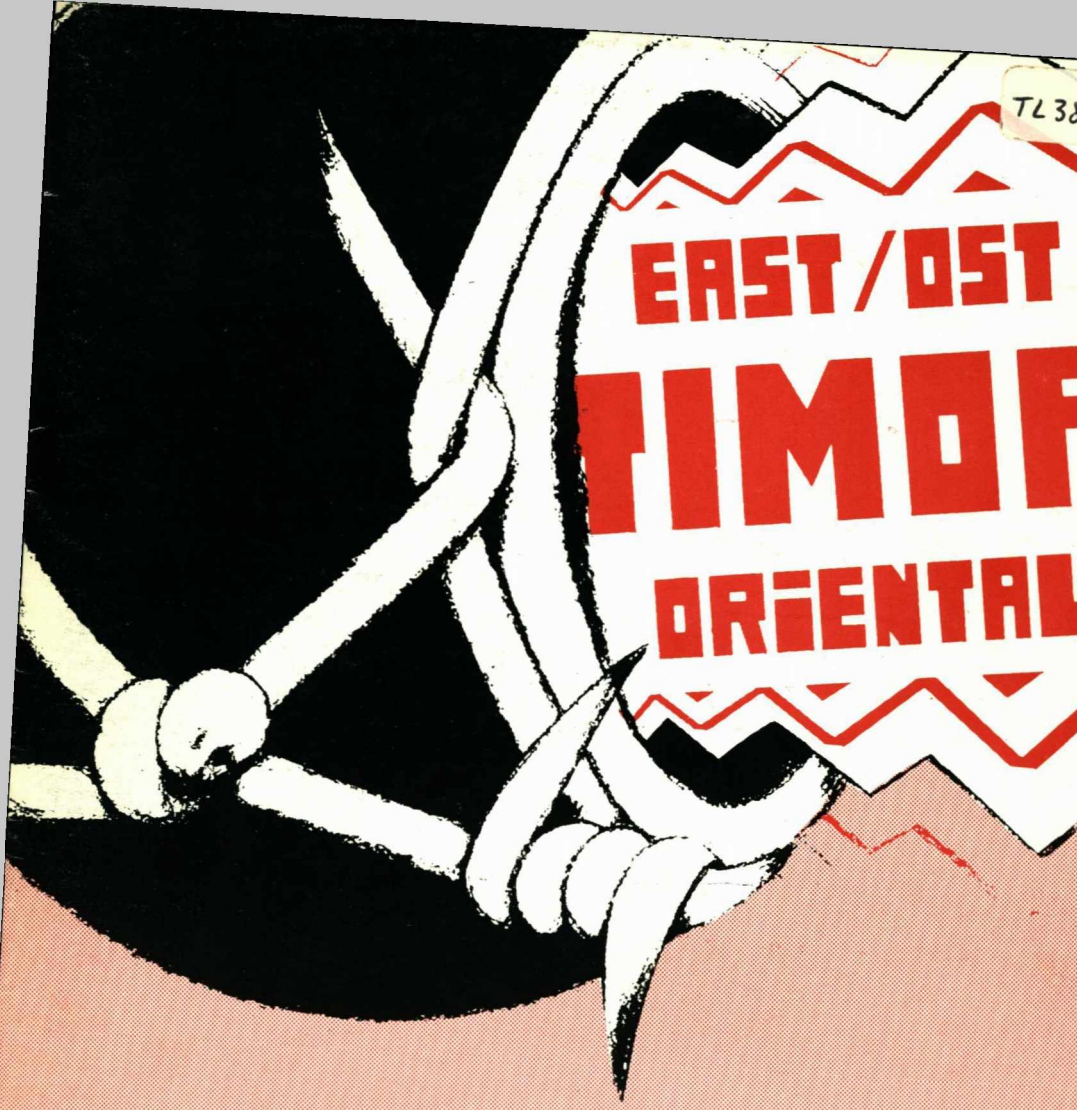
TL 38




# PAS DE DEVELOPPEMENT SANS JUSTICE

MOUVEMENT CHRETIEN POUR LA PAIX
INTERNATIONAL

# PAS DE DEVELOPPEMENT SANS JUSTICE

"Nous remercions toutes les personnes qui ont participé volontairement à ce que cette publication soit rendue possible."

Nous exprimons notre reconnaissance pour la contribution des Communautés Européennes (DG VIII) dont le soutien financier a rendu possible cette publication.

Publié par le **MOUVEMENT CHRETIEN POUR LA PAIX INTERNATIONAL**
**Rue Stévin 92**
**B - 1040 BRUXELLES**

Tél: 32/2/230 84 99

Bruxelles 1989

# Timor Oriental: Aucun développement sans justice

Beaucoup de gens et d'organisations de solidarité soutiennent les luttes de ce que l'on appelle les pays et communautés du "Tiers Monde" basées sur la justice par le développement. Le développement est perçu comme une condition nécessaire de la justice et de la paix. Les gens du Timor Oriental se trouvent cependant dans la situation de ne revendiquer aucun développement sans justice.

Ayant été privés du droit fondamental à l'auto-détermination et ayant vu leur droit d'exister en tant que personnes compromis par l'occupation illégale de leur territoire par l'Indonésie, les gens du Timor Oriental ne sont pas très emballés par ce que l'Indonésie prétend être la principale réalisation de son occupation, le développement économique de l'île. Des routes, des écoles et même une cathédrale ont été construites, il ne devrait y avoir aucune raison de s'inquiéter...

On pourrait démontrer que le territoire a été si dépossédé d'infrastructure de base que l'Indonésie pourrait difficilement manquer de développer l'île. On pourrait aussi démontrer que les routes ont été construites d'abord à des fins militaires, que les écoles sont un outil utilisé pour renforcer la javanisation de la population du Timor et que la construction d'une cathédrale fait partie d'une campagne soigneusement menée afin d'obtenir l'appui des Timorais par l'intermédiaire de l'église catholique.

L'Indonésie marche sur les traces des anciens pouvoirs coloniaux en prétendant que les Timorais ne sont pas capables de survivre par leurs propres moyens et que l'occupation indonésienne est nécessaire pour garantir la santé et prospérité future du peuple du Timor. L'argument a tant de fois été utilisé par des pays envahissant et occupant d'autres territoires qu'il est surprenant de voir combien de gens y croient encore apparemment.

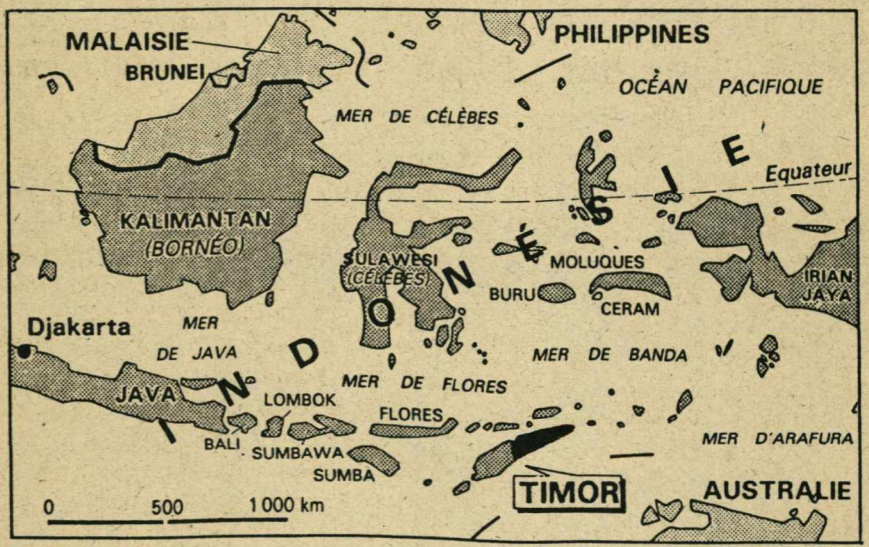
Car il est accepté largement que la liberté et l'auto-détermination sont (souvent) plus importantes que que la santé économique et peu de gens veulent renoncer à leur liberté pour vivre dans une cage en or.

Les gens du Timor ont certainement besoin d'initiatives de développement qui reflètent leurs propres besoin et priorités de sorte que le soutien international dans ce domaine serait le bienvenu. Cependant, les Timorais demandent tout d'abord la reconnaissance de leur droit d'exister en tant que peuple, du droit de décider de leur propre avenir, du droit d'être libres et indépendants.

Depuis quatorze ans maintenant, les Timorais luttent pour leur indépendance dans l'anonymat presque total et contre l'hypocrisie de quelques-uns des pays les plus importants du monde. C'est un effort auquel ils ne renonceront pas, mais avec lequel il est invraisemblable qu'ils gagnent sans soutien international.

Soutien qui commence par s'informer pour pouvoir agir.

Cette publication, publiée par le groupe de travail MCP sur le Timor Oriental, n'a pas d'autre ambition que de fournir une information de base à ceux qui veulent être informés, pour que le silence ne puisse plus être encore le meilleur allié de l'Indonésie.



# Introduction

*"Le Timor Oriental a été appelé l'holocauste caché, si écarté de la conscience mondiale que seulement une poignée de gens sont au courant des évènements tragiques qui ont ravagé la population...*
*Il a été estimé que 200.000 personnes sur une population de presque 700.000 ont péri depuis l'invasion de 1975 par des troupes du dictateur indonésien, le Général Suharto. Par comparaison de population, cela équivaudrait à 36 million de morts aux Etats Unis".*
The Boston sunday Globe, 13 décembre 1987.

*"Le soleil se levait; il était environ cinq heures du matin. J'ai ouvert la fenêtre, j'ai regardé le ciel et j'ai vu l'aviation militaire indonésienne qui volait bas et lâchait des parachutistes.*

*Les bâtiments de guerre et les avions continuaient à bombarder Dili avec des roquettes et des bombes à fragmentation. Ils brulaient tout et tout le monde.*
*Les Indonésiens entraient de force dans les maisons. Ils pillaient les magasins, ils saccageaient les maisons. Ils violaient les femmes..... parfois même devant leur mari.*

*C'était terrible. Ce jour reste à jamais gravé dans ma mémoire. Je n'oublierai jamais."*

Le texte ci-dessus fait partie d'une description faite par Monseigneur da Costa Lopes, l'ancien représentant papal au Timor Oriental à prédominance catholique, de l'invasion de Dili (capitale du Timor Oriental) le 7 décembre 1975 par les forces indonésiennes. La guerre continue actuellement et les estimations du nombre de morts atteignent un niveau aussi élevé que 200.000, ou environ un tiers de la population...

Des dizaines de milliers ont été tués lors de l'invasion elle-même et dans les opérations de "nettoyage" qui ont suivi. Les terres ne sont plus cultivées et les villageois ont été regroupés en troupeau dans des "camps fixes". Des milliers sont morts de maladie et de faim. Dans l'histoire moderne pratiquement aucun autre pays n'a subi la perte d'une telle proportion de sa population suite à une invasion.

**Pourquoi** y-a-t-il alors si peu de conscience des évènements qui ont eu lieu au Timor Oriental ?

Jusqu'à il n'y a pas longtemps, le Timor Oriental a été fermé au monde par l'Indonésie, ce qui eut comme effet que les dures nouvelles de la situation actuelle ne sont arrivées que très difficilement: hors de vue signifiait impensable. Des histoires et des images avaient du être quelquefois escamotées.

Mais si même nous avions eu une perception plus complète des évènements du Timor, nos gouvernements auraient-ils voulu entendre de nous toute l'histoire? Cela est invraisemblable parce que la diplomatie est une autre raison majeure pour laquelle nous, en Occident, entendons si peu sur le Timor. Il semble qu'il soit plus important pour nos gouvernements de garder de bonnes relations avec l'Indonésie, relations dont l'importance est à la fois économique et stratégique, que de protester contre le génocide systématique d'un peuple ou de soutenir le droit d'une petite nation à l'autodétermination.

## Arrière-plan de l'invasion

Le Timor est situé à l'extrémité est des îles Lesser Sunda de l'Archipel Indonésien.La partie occidentale de l'île, colonisée par les Néerlandais, fait partie de l'Indonésie depuis 1949.

Le territoire du Timor Oriental comprend la partie orientale de l'île, d'autres petites îles et l'enclave de Oecusse de la partie occidentale. Le Timor Oriental a été sous l'administration portugaise depuis 1702, et son identité culturelle est entièrement différente en termes de langue, de religion et d"héritage culturel.

Après le renversement du régime fasciste au Portugal pendant la Révolution des Oeillets de 1974, le nouveau gouvernement portugais a voulu céder rapidement sa responsabilité sur les colonies qui lui restaient.
En ce temps-là, il y avait trois partis politiques qui apparaissaient au Timor. Le FRETILIN, le plus large, soutenait l'indépendance; l'UDT qui était pour poursuivre les liens avec le Portugal; et l'ADOPETI, un tout petit parti, créé par par les services de renseignements indonésiens, qui étaient , ce qui n'est pas surprenant, en faveur de l'intégration à l'Indonésie.
L'Indonésie poursuivait une politique de destabilisation du Timor Oriental en organisant des incursions trans-frontalières dans le territoire avec les troupes du Timor Occidental et en aggravant les tensions politiques dans le territoire chaque fois que cela s'avérait possible.

La période de la guerre civile a été provoquée par la lutte de pouvoir entre ces partis qui éclata lorque les Portugais furent enfuis de l'île en août 1975. Alors que ceci n'avait pas modifié les responsabilités légales des Portugais envers le Timor Oriental, cela a affaibli leur position au niveau pratique puisque cela s'est terminé par des conséquences tragiques.

Après le départ des Portugais, le FRETILIN acquit le contrôle sur le territoire. Il se manifesta comme le groupe politique dominant et forma un gouvernement. Le FRETILIN invita alors les Portugais à revenir pour surveiller la transition du territoire vers la libre-autorité.
Les Portugais ont cependant refusé et le 28 novembre 1975, le FRETILIN a déclaré unilatéralement le Timor Oriental indépendant.
Seulement dix jours plus tard, le 7 décembre, l'Indonésie envahissait le territoire.

## La lutte pour l'indépendance

La capitale, Dili, fut rapidement prise. Des civils furent tués à tort et à travers, même ceux qui agitaient des drapeaux blancs. Les forces armées du FRETILIN, FALANTIL, n'ont tout simplement pas eu les ressources pour affronter l'armée indonésienne dans des batailles rangées, et se sont repliées vers l'intérieur comme le faisait la plus grande partie de la population. Il fallu néanmoins quelque temps au FRETILIN pour développer les tactiques efficaces de guerilla qu'il utilise maintenant à un niveau élevé de sophistication.

Pendant les premières années de l'invasion (1976 - 78), l'Indonésie a plus que doublé ses dépenses militaires. Alors qu'une victoire décisive ne semblait plus si certaine, de dures tactiques anti-guerilla d'encerclement et d'anéantissement furent appliquées. Les troupes FALANTIL avaient l'avantage de connaitre le terrain local montagneux et l'Indonésie commença alors à attaquer par air, en utilisant des hélicoptères Sky Hawks, Broncos et Tigres qui lâchaient aussi des bombes au napalm. Les civils et troupes FALANTIL capturés étaient fréquemment torturés avant d'être tués.

A mesure que l'Indonésie prenait possession de la plus grande partie du Timor Oriental, les mouvements du peuple furent soumis à un contrôle strict. Les récoltes furent si strictement limitées qu'il en résulta de 1978 à 80 une famine si désastreuse qu'on la compara à celle du Kampuchea et du Biafra. La Croix Rouge Internationale fut cette fois interdite d'accès au Timor et d'autres fois, l'approvisionnement en nourriture de la Croix Rouge fut, d'une manière corrompue, liquidé ou gardé par les Indonésiens. La famine fut utilisée comme arme, comme le furent certainement le napalm, le viol et la torture.

Les témoignages de ceux qui ont survécu à ces expériences sont bouleversants. On estime que 60.000 vies furent perdues en seulement quelques mois lors de l'invasion.

Presque toutes les familles ont perdu des membres par les effets combinés de la guerre, de la privation de nourriture, de l'enlèvement et de la torture.

En 1979, le FRETILIN était presque vaincu. Il réussit à relever ses forces sous le commandement de Gusmao Xanana. Sa force se constituait d'un réseau clandestin qui reliait les villes et villages aux personnes dans les montagnes et aux camps de repeuplement. Son soutien par la population restait ferme malgré les intimidations de représailles que les Indonésiens utilisaient pour décourager les sympathisants.

En réponse à la renaissance de la résistance armée, l'Indonésie a adopté une nouvelle stratégie connue sous le nom de "barrière de jambes".
Les Timorais, hommes et jeunes gens, enrôlés étaient forcés de marcher devant les troupes indonésiennes qui avançaient pour traquer les guerilleros FALANTIL.

Cependant, l'Indonésie échoua encore dans sa volonté d'écraser la résistance et en mars 1983, des entretiens pour un cessez-le-feu furent tenus avec le FRETILIN. Alors que Xanana cherchait à inclure le Portugal et les NU dans les négociations, le cessez-le-feu se termina brusquement par le lancement de l'Operation Table Rase. Un nombre colossal de gens ont "disparu". Certains ont dit qu'ils auraient été envoyés à Bali.

Quinze ans après l'invasion, et contre toute attente, le FRETILIN gêne et malmène encore activement les troupes d'occupation chaque fois qu'il en a la possibilité, mettant en évidence que l'intégration à l'Indonésie n'est pas acceptable pour les Timorais. Du point de vue de l'Indonésie, ce qui était prévu comme une opération militaire rapide devint une campagne prolongée, couteuse en termes de vies, de réputation internationale et de coût financier actuel.
L'Indonésie prétend avoir pacifié le territoire, et affirme que le Timor Oriental est maintenant complètement intégré à l'Indonésie en tant que 27ème province. A la fin de 1988, l'Indonésie a déclaré une fois de plus le territoire "ouvert".

## Une société brisée sous l'occupation indonésienne

### 1. Le Rôle des Militaires

L'Indonésie est gouvernée par son armée. Beaucoup de détenteurs de postes politiques clés indonésiens, du Président aux chefs de village, sont des militaires. L'armée indonésienne possède 20% des sièges du législatif et présente des candidats pour les sièges restants.

C'est pourquoi il n'est pas facile de comprendre l'invasion si on ne tient pas compte de l'avis du gouvernement militaire indonésien. La vision expansionniste du régime est certainement la raison de l'invasion. De plus, l'Indonésie ne voulait pas du Timor Oriental indépendant pour montrer un

exemple aux autres îles de l'archipel où elle est déjà confrontée à la résistance de groupes qui revendiquant l'autodétermination. Il y a des similitudes avec la situation du Nicaragua et celle du Salvador, où les Etats-Unis veulent contrôler l'idéologie des états voisins qu'ils considèrent comme faisant partie de leur sphère d'influence.

Au Timor Oriental aujourd'hui, l'Indonésie garde une forte armée de 20.000 et le FALANTIL ne compte peut-être que 2.000 guerilleros opérationnels, munis des armes prises aux Indonésiens. Il y a une rotation des troupes indonésiennes basées là-bas, ce qui signifie qu'environ 100.000 soldats participent chaque année à la guerre au Timor Oriental. Le service actif au Timor Oriental est souvent perçu comme étant un moyen de promotion rapide parmi les rangs.

L'armé contrôle en grande partie la vie quotidienne de la population civile ainsi que la plupart des structures administratives de la société timoraise, comme elle le fait en Indonésie même. Avant l'invasion, les Timorais vivaient dans des hameaux très dispersés, constitués de quatre ou cinq maisons groupées, ce qui leur permettait d'utiliser au mieux la terre.
Maintenant, la plus grande partie du peuple a été placée dans quelque 400 camps de repeuplement étroitement gardés. Ceci a eu un effet de cassure sur la culture et l'économie traditionnelle du Timor.

## 2. Développement Economique pour qui ?

Avant l'invasion, les Timorais étaient surtout des fermiers et des pêcheurs. Le café était la principale culture. Les Portugais contrôlaient le commerce et il y avait des entreprises mixtes, portugaises-timoraises. Maintenant, l'Indonésie est le seul acheteur de café. Elle opère par l'intermédiaire de compagnies appartenant à la famille du Président Suharto, ou des hommes d'affaire et généraux indonésiens.

L'invasion et l'occupation indonésienne ont brisé l'économie traditionnelle timoraise qui, bien qu'elle ait toujours été fragile, fournissait aux Timorais le minimum vital. Le développement de l'agriculture timoraise par les Indonésiens a été réduit aux cultures de café et de tabac, tandis la propriété était retirée aux fermiers timorais. Ceci est la cause d'une pénurie de biens fondamentaux et d'une extrême pauvreté au sein de la communauté timoraise. D'autre part, beaucoup d'Indonésiens, comptant surtout parmi les plus hauts officiers de l'armée, sont devenus riches aux dépens des Timorais.

L'Indonésie prétend qu'au Timor Oriental, elle a réalisé un développement infrastructurel important. Il est vrai que des nouvelles routes ont été construites, mais l'objectif principal a été de faciliter le mouvement des troupes. L'aéroport Baucau est devenu la base militaire la plus importante dans le territoire. L'argent destiné à de véritables projets de développement est limité ou détourné

pour le financement d'initiatives de guerre qui demandent de plus en plus d'investissements.

Le programme de développement, qui a impressionné quelques visiteurs étrangers, n'impressionne pas les Timorais parce que souvent, ils ne bénéficient pas des services fournis. Par exemple, ils ne peuvent avoir des médicaments des hopitaux car ils sont trop chers pour eux. La politique de construction d'écoles, d'hôpitaux, de routes, d'une cathédrale et même d'une station de radio était destinée à gagner les coeurs et les esprits des Timorais pour les indonésianiser et les pacifier. Néanmoins, les écoles infiltrent un système de valeurs étranger, la façon de raconter l'histoire par exemple. L'enseignement se fait en bahasa, la langue de l'occupation et non dans les langues du Timor Oriental comme le tetun ou le portugais.

L'idéologie officielle de l'état indonésien, connue sous le nom de PANCASILA, est aussi diffusée au travers du système d'éducation et au moyen de la propagande de l'état.

La construction d'une cathédrale catholique romane na pas mieux réussi à rendre l'Indonésie chère aux Timorais. Ceux-ci boycottent la cathédrale et préférent utiliser la vieille église.

## 3. Politiques indonésiennes de contrôle de naissances et de transmigration

L'état d'Indonésie couvre une vaste surface qui comprend de nombreuses îles et beaucoup de cultures différentes.L'Indonésie, un état à prédominance musulmane, subit un surpeuplement extrême à Java, elle est cependant dotée des riches ressources primaires des îles relativement souspeuplées. L'Indonésie a cherché à résoudre le problème de population et à explorer ses ressources naturelles en développant un programme de transmigration.

Des familles pauvres sont transportées dans des régions éloignées du centre du pays et on leur offrait du terrain , souvent une forêt tropicale pluvieuse, à développer et à cultiver. Ce processus, qui a reçu l'appui de la Banque Mondiale, a eu comme résultat la destruction progressive d'un éco-système fragile. Il n'a pas non plus profité à des milliers de transmigrants qui travaillent pour tirer leur subsistance de petites terres dans un terrain ingrat.

Les indigènes ont été déplacés et ont souffert de façon désastreuse des conséquences du programme de transmigration. Le Timor Oriental a fait partie de ce programme, une partie des meilleures terres étant allouées à des colons indonésiens entrant aux dépens des Timorais.

Une autre politique pour aborder le problème du surpeuplement de l'Indonésie fut un programme de contrôle des naissances qui reçut également

le soutien de la Banque Mondiale. Ce programme a été exécuté de manière particulièrement intensive au Timor Oriental. En fait jusqu'à dix fois autant que ce qui est dépensé par couples en Indonésie. C'est une politique particulièrement astucieuse dans une région qui a récemment perdu une si grande partie de sa population natale.

En outre, il y a eu inquiétude en ce qui concerne l'accent mis sur le moyen contraceptif injectable Depoprovera, d'abord à cause de ses effets secondaires et ensuite parce qu'il peut être administré sans que la patiente ne sache que c'est un contraceptif.

## L'Eglise au Timor Oriental

L'église catholique au Timor Oriental bénéficie du soutien de la majorité de la population timoraise, dont les 60% sont catholiques. La plupart d"entre eux sont de nouveaux convertis. L'Egllise semble être indépendante de l'état indonésien. PANCASILA (l'idéologie officielle) exige de surcroît que tous les citoyens soient membres de l'une des cinq religions officiellement reconnues: l'hindouisme, le catholicisme, le protestantisme, le boudhisme et l'islam. La plupart des Timorais étaient animistes avant l'invasion, et aucune de ces religions ne représentait leur foi.

Bien que conservatrice et un héritage du colonialisme, l'Eglise catholique fut la préférée après l'invasion parce qu'elle se rangeait clairement du côté du peuple.

L'Eglise catholique au Timor Oriental est gérée directement à partir du Vatican et n'est pas, comme le voudrait l'Indonésie, rattachée à la Conférence Indonésienne des Evèques. Et cela parce que l'église reconnaît clairement que le Timor Oriental est un territoire en conflit. L'Eglise est dans une situation difficile: elle est en contact avec le FRETILIN et elle doit aussi travaille les autorités indonésiennes. Elle marche sur une corde raide, une tâche rendue des plus difficiles, par la diplomatie prudente menée par le Vatican dans la question timoraise depuis 1975.

Par son réseau de postes de mission, l'Eglise au Timor Oriental ne connaît que trop bien les effets de l'occupation indonésienne sur le peuple. Le mur de censure dont l'Indonésie a entouré le Timor montre que l'Eglise fournit une filière importante pour l'information vers le monde extérieur.

L'ancien représentant papal au Timor Oriental, Mgr. Costa Lopes, était un conservateur. Il fut cependant poussé à dénoncer fortement les atrocités commises contre la population et les duretes qu'elle a endurées. Son franc-parler a conduit le Vatican à le révoquer en 1983 suite à des plaintes déposées

par l'Indonésie, mais les prêtres du Timor Oriental continuent à rendre compte des nombreuses violations des droits de l'homme.

Mgr. Costa Lopes fut remplacé par Mgr. Belo qui a parlé "d'un respect profond particulier pour l'Eglise. Tout ce que les gens savent, qu'ils le disent aux prêtres. En l'absence d'autodétermination et d'indépendance véritable, la guerre et la misère au Timor Oriental continueront indéfiniment. Nous, au sein de l'Eglise, savons que la résistance du peuple timorais continue à tous les niveaux - dans son coeur et son âme, dans .ses prières à Dieu".

En février 1989, Mgr. Belo franchit le pas remarquable d'écrire directement à Peres de Cuellar, le Secrétaire Général des NU, pour lui rappeler le devoir des NU de surveiller la décolonisation du Timor Oriental, puisque les NU reconnaissent encore le Portugal et non l'Indonésie comme en étant le pouvoir administratif.

Mgr. Belo a demandé un plébiscite parce qu' "il faut permettre au peuple du Timor d'exprimer ses opinions en ce qui concerne son avenir... jusqu'ici le peuple n'a pas été consulté. D'autres personnes parlent au nom du peuple. L'Indonésie dit que le peuple du Timor a déjà choisi l'intégration mais le peuple du Timor lui-même n'a jamais dit cela. Le Portugal veut prendre du temps pour résoudre le problème. Et nous continuons à mourir en tant que peuple et nation".

Un autre fait récent est l'annonce de la visite du Pape au Timor Oriental en octobre 1989. Si cette visite a lieu, elle jettera un trait de lumière sur le territoire. La visite constitue un champ de mines diplomatique et démontre clairement la position difficile qu'a l'Eglise au Timor.

## Diplomatie et réaction du monde occidental

Au moment de l'invasion, l'Indonésie avait beaucoup à perdre d'une opinion mondiale hostile. Elle était fortement dépendante de l'aide, de l'investissement, et du commerce occidental, et en particulier du ravitaillement militaire américain qui lui permettait de renforcer son régime. 90% du matériel militaire de l'Indonésie provenait des Etats-Unis. L'Indonésie avait aussi une réputation importante à maintenir parmi les pays de ce que l'on appelle le "Tiers Monde", car elle est membre fondatrice du Mouvement des Non-Alignés.

Il est vraisemblable que la tragédie du Timor aurait pu être écartée si l'Occident avait exercé une pression diplomatique et menacé de retirer l'aide économique et militaire à l'Indonésie.

Au lieu de cela, l'Occident a fait énormément pour soutenir l'invasion.

L'Indonésie est un pays fermement pro-occidental dans une région d'une importance stratégique extrême. Quelques jours avant l'invasion, Henry Kissinger et le Président Ford ont rendu visite au Président Suharto à Jakarta.

1975 fut une année difficile pour les E-U, suite à leur récente défaite au Vietnam. Vu que l'Indochine pouvait devenir un bloc communiste agressif, les Etats Unis voulaient se faire de l'Indonésie une alliée contre une telle menace supposée.

Beaucoup de pays occidentaux, notamment les E-U, la Grande-Bretagne, la France, l'Australie, l'Allemagne de l'Ouest, les Pays-Bas et le Canada, ont vendu du matériel militaire à l'Indonésie. Pour donner quelques exemples: Depuis 1978, la Grande-Bretagne a fourni 20 avions d'assaut/formation avancée Hawk, des véhicules blindés (nombre inconnu) *Saladin, Saracen et Ferret,* et des systèmes informatisés de poste de commande.

Le Canada a fourni des munitions, des véhicules militaires, des moteurs d'hélicoptères. La France et beaucoup d'autres pays occidentaux ont aussi fourni de l'équipement militaire. Selon les statistiques ADAC E-U, l'Allemagne de l'Ouest était le deuxième fournisseur en importance de l'Indonésie en matériel militaire après les E-U de 1972 à 82.Bien qu'on ne puisse prétendre que tout ce matériel ait été utilisé ou soit même destiné à être utilisé au Timor Oriental, une partie l'a certainement été et le maintien du ravitaillement militaire est un message évident d'appui de la politique de l'Indonésie au Timor Oriental.

L'Australie n'a pas montré d'indignation et n'a même pas mené d'enquête pour le meurtre de ses cinq journalistes qui furent tués lors d'une des nombreuses incursions pré-invasion dans le Timor Oriental. Elle a aussi négligé d'exercer son influence dans la région pour conclure un accord juste sur la question du Timor. En fait, la politique de l'Australie a été de faire de l'Indonésie son alliée. L'Australie et l'Indonésie ont récemment conclu un accord pour exploiter conjointement les ressources énergétiques et minérales dans la région maritime au sud du Timor Oriental connue sous le nom de "Trouée" du Timor.

## Les Nations Unies

Le 12 décembre 1975, l'Assemblée Générale des Nations Unies a adopté la Résolution 3485, qui appelait l'Indonésie à cesser toute nouvelle violation de l'intégrité territoriale du Portugal et de retirer sans
délai ses forces armées du territoire pour permettre au peuple d'exprimer son droit à l'auto-détermination.

Dix jours plus tard, le conseil de sécurité a adopté la Résolution 384 qui appelait aussi l'Indonésie à se retirer du Timor Oriental. A la différence des résolutions de l'Assemblée Générale adressées à des états membres particuliers, une résolution du conseil de sécurité est soumise à l'article 25 de la charte des N.U.

De nombreuses résolutions confirmant le droit du Timor Oriental à l'Autodétermination sont passées ultérieurement à l'Assemblée Générale.

La dernière, en 1982, appelait le Secrétaire Général des NU à "ouvrir des consultations avec toutes les parties directement concernées par le Timor Oriental" dans ....l'optique de conclure un accord global sur le problème". Cependant ces discussions n'ont malheureusement pas intégré "les plus directement concernés" - le peuple timorais lui-même.

L'affaire juridique du retrait des troupes indonésiennes et de l'autodétermination pour le Timor Oriental est plus forte que jamais. Le soutien aux NU s'est cependant affaibli et la résolution de 1982 n'est passée que grâce à un petit nombre de voix.

Seul un petit groupe de nations s'est prononcé ouvertement contre l'occupation illégale de l'Indonésie. Beaucoup d'autres pays plus vastes et plus puissants, notamment la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et l'Italie, ont soutenu sans bruit l'Indonésie tout en servant en paroles les principes de la loi internationale entérinée par la charte des N.U. L'Australie et les E.U. connaissaient très bien les intentions d'invasion de l'Indonésie mais n'ont rien fait pour la décourager.

Le déclin du soutien international au Timor Oriental est le résultat d'un compte cynique des avantages à soutenir le Timor Oriental et les principes du droit international contre les avantages matériels plus importants de soutenir une nation grande et puissante comme l'Indonésie.

L'Indonésie continue d'essayer de persuader les nations qui ne soutiennent pas encore sa politique qu'elles devraient reconnaitre les réalitiés géo-politiques et socio-économiques de la situation comme elle les voit, notamment que le droit du Timor Oriental à l'autodétermination devrait être abandonné au profit d'un opportunisme politique.

Pour citer le rapport du groupe parlementaire pour les droits de l'homme sur le Timor Oriental: "*certains observateurs ont été préparés à accepter, au nom du peuple sans voix du Timor Oriental, la médaille de cuivre qu'est le développement économique en échange de la médaille d'or qu'est la vraie liberté.*"

"*... Si la communauté internationale pardonne le fait qu'une nation utilise la force pour étendre son territoire, d'autres agresseurs potentiels sauront qu'ils ne seront vraisemblablement pas punis ni même gênés pour leurs crimes. Et si les principes d'autodétermination sont écartés pour les intérêts des gros et des puissants, contre les volontés des petits et des faibles, la notion d'une instance du droit international réglant les affaires de toutes les nations sans distinction, comme une loi intérieur règle les affaires des individus, est fatalement affaiblie. C'est pourquoi le sort d'un petit peuple dans une région lointaine devrait être d'un intérêt vital pour le monde extérieur. C'est pourquoi la cause du Timor Oriental doit être maintenant prise en main avec une nouvelle détermination.*"

De "la Cause Oubliée" le Droit des Timorais à l'Autodétermination. Un rapport au Groupe Parlementaire sur les Droits de l'Homme par Jack Bizot 1989.

## Le role du Portugal dans la recherche d'un accord diplomatique

Le Portugal continue à reconnaître les droits du Timor Oriental et accepte encore sa responsabilité en tant que pouvoir administratif.

La constitution portugaise reconnaît la responsabilité du Portugal de promouvoir et de sauvegarder, conformément à la loi internationale, le droit du Timor Oriental à l'indépendance.

Il est nécessaire que les NU et le Portugal travaillent ensemble avec l'appui de la communauté internationale, à résoudre ce problème; et il est nécessaire que les Timorais Orientaux soient intégrés aux discussions comme ils ne l'ont pas été par le passé.

La difficulté, c'est que d'abord l'Indonésie n'accepterait pas des négociations dans lesquelles serait engagé le FRETILIN et qu'ensuite, il est diplomatiquement impossible pour le FRETILIN de représenter le peuple timorais dans les discussions organisées par les N.U., le mouvement n'ayant aucun statut formel auprès des N.U. Le Portugal prend la position suivante: bien qu'il ne puisse prétendre représenter le peuple timorais, il soutient son droit à l'autodétermination et donc à la définition de l'avenir du territoire.

Maintenant que le Portugal a rejoint la Communauté Européenne, il existe pour la Communauté une possibilité d'exercer collectivement une pression en vue d'un accord négocié.

Le Parlement Européen a récemment voté fermement pour une résolution sévère en ce qui concerne les agissements de l'Indonésie au Timor Oriental et est partisan du droit du Timor Oriental à l'autodétermination. C'est une étape importante et cela indique un nouvel échelon d'intérêt sur la question.

## Quelles perspectives?

Il est évident que l'on ne peut prévoir dans l'avenir l'expulsion par la forde de l'armée indonésienne. Il est également évident que le FRETILIN bénéficie encore du soutien des Timorais et qu'il continuera à relever le défi de poursuivre la lutte pour l'indépendance.

La politique de l'Indonésie est donc de convaincre l'opinion internationale qu'elle a pacifié le Timor Oriental et que l'occupation devrait être acceptée comme un fait accompli. L'Indonésie veut aussi réduire les frais de l'occupation et adopte à cette fin une politique de développement de l'île.

De plus, l'Indonésie voudrait convaincre les Timorais eux-mêmes des des bienfaits de l'intégration, et cela par l'utilisation du même appât qu'est le développement économique.

Pour les Timorais, l'enjeu est de maintenir leur lutte et leur identité culturelle, et le champ de bataille de cette lutte gagne les coeurs et les âmes de la jeune génération des Timorais Orientaux.

Pour la communauté internationale, l'enjeu est de briser l'isolement des Timorais tout en entretenant les principes et valeurs d'autodétermination et du droit international.

Si la question ne peut être résolue rapidement et si la lutte se poursuit pendant des années, l'enjeu d'établir un lien de solidarité avec les Timorais devient crucial. Il faudrait un plus grand accès des Timorais auprès des parlementaires, des instances de l'Eglise et des ONG concernées. Dans ce sens-là, sont importantes la visite du Pape et celle prévue pour plus tard en 1989 des parlementaires portugais. Si la communauté internationale ne peut imposer l'autodétermination, il est important que l'on puisse permettre à des organisations humanitaires de travailler au Timor.

Ceci provoque néanmoins beaucoup de dilemmes. Tout d'abord, toute organisation travaillant au Timor doit de certaines manières accorder de la crédibilité à la propagande de l'Indonésie concernant le territoire. De plus, pour une agence, il peut être difficile de travailler au Timor Oriental sans coopérer avec les militaires. Quand les Timorais eux-mêmes accepteront-ils des projets étrangers sous de telles conditions ?

Dans sa nouvelle politique qui permet un accès limité à l'île, l'Indonésie ouvre-t-elle clairement un peu la porte pour permettre de voir ce qui se passera? Elle peut décider de favoriser un plus grand accès; de même, si la politique est conçue pour nuire aux intérêts de l'Indonésie, l'accès au Timor Oriental peut être de nouveau coupé.

Quelle que soit l'issue, les efforts internationaux pour rompre l'isolement des Timorais de la communauté mondiale seront vitaux.

## Appendice

### *1.TEMOIGNAGE: Résistant, prisonnier, refugié...*

*"J'avais 13 ans lorsque les forces militaires de l'armée indonésienne ont envahi le Timor Oriental le 7 décembre 1975 à l'aube.*
*Après l'invasion, j'ai rejoint la brousse et suis devenu combattant du FRETILIN. Dans les années 1978-79, les troupes indonésiennes ont mené une offensive à grande échelle contre le FRETILIN et la population au sein du FRETILIN tenait du terrain. Beaucoup de Timorais ont été victimes de cette opération massive. Notamment, dans la région centre-est, où j'étais à cette époque (sur la côte méridionale) une partie de la population qui a été massacrée à la suite de bombardemants intensifs par les chasseurs Bronco, des mortiers, des obusiers, des bazookas et des bombes incendiaires qui ont tous été massivement employés. Chaque fois qu'elles passaient, les troupes indonésiennes détruisaient les récoltes, incendiaient les maisons et tuaient le bétail.*

*La population fut obligée de se rendre aux envahisseurs. Une population innombrable fut faite prisonnière pendant ces opérations. Beaucoup de ceux qui se rendirent ou furent capturés, particulièrement les hommes plus forts et plus instruits, furent accusés par les militaires indonésiens d'être des guérilleros ou des activistes du FRETILIN et furent alors torturés brutalement et ensuite abattus. Les femmes furent violées sans pitié par les soldats indonésiens avant d'être tuées. Les autres hommes furent employés comme guides pour les envahisseurs indonésiens pendant leur progression. Quand ils n'avaient plus besoin des "guides", ceux-ci étaient tués. Des adolescents de 13 à 17 ans furent employés pour porter des charges pour les militaires. Tout ce que les Timorais capturés ou qui s'étaient rendus pouvaient avoir de valeur sur eux (une montre, des bracelets, des colliers en or ou en argent, par exemple) leur étaient enlevés par les soldats indonésiens.*

*Ces guerilleros du FRETILIN qui s'étaient rendus aux troupes indonésiennes ou ceux qui étaient suspectés d'être dangereux furent abattus. D'autres furent obligés de conduire la marche dans la brousse et de lutter contre leurs compatriotes.*

*En 1979, lorsque je fus capturé par les troupes indonésiennes, j'ai été utilisé par eux pour porter des charges et pour leur servir de guide. La même année, je fus libéré et envoyé dans une partie de ma famille qui se trouvait à Dili (la capitale du Timor Oriental). En 1980, dans les faubourgs de Dili, des gens furent abattus par les troupes indonésiennes en représailles à l'opération des guérilleros du FRETILIN menée le 10 juin 1980 contre la station de télévision de Dili. Suite à cette opération, les prisons de Dili regorgeaient de prisonniers. Un mois après l'attaque du FRETILIN, je fus arrêté par les bérêts rouges indonésiens et j'ai demandé à l'un d'entre eux de quoi j'étais accusé et pourquoi je n'étais arrêté qu'un*

*mois après. Après m'avoir battu, il m'a répondu furieusement qu'il y avait beaucoup de gens à arrêter et à tuer et que c'était pour cette raison que mon tour n'est arrivé qu'un mois après. Pendant l'interrogatoire, des prisonniers furent soumis à la torture, et je le fus également.*
*Chaque garde employait sa propre méthode de torture, essayant toujours de faire du "neuf" et du "perfectionné" par rapport aux précédentes séances:*

* *Electro chocs*
* *Battre avec des bâtons en fer ou en bois*
* *Ecraser les orteils en les plaçant sous les pieds de table avec les soldats et officiels assis sur la table*
* *Immersion dans des citernes, les victimes étant attachées*
* *Brulures de cigarettes*
* *Morsures de reptiles, etc...*

*J'ai été témoin de ces formes de torture et j'en ai subi certaines. Il y avait aussi des femmes prisonnières, en plus d'être soumises aux méthodes de torture citées ci-dessus, elles étaient brutalement violées par les soldats indonésiens.*
*Pendant la nuit, des prisonniers étaient enlevés et disparaissaient. Ensuite, je fus envoyé en prison où je fus enfermé avec neuf autres personnes dans une toute petite cellule d'un mêtre sur deux. Je ne pouvais pas dormir et je ne savais pas si c'était le jour ou la nuit. De temps en temps, les gardes ouvraient la porte et faisaient sortir un prisonnier. Je ne les ai plus jamais revus.*

*Plus tard, mes amis et moi avons été envoyés sur l'île Atauro. Atauro est une petite île qui appartient au Timor Oriental et l'Indonésie en a fait une île-prison. Il y avait environ cinq mille prisonniers timorais sur cette île.*
*Il ne nous était pas permis de parler aux délégations ou journalistes étrangers qui visitaient l'île. J'y étais pour quatre ans.*

*Quand je fus relâché, j'ai travaillé pour la Croix Rouge Indonésienne comme agent d'une branche indonésienne de la Croix Rouge appelée "service piste et courrier" qui coopère avec la délégation de la Croix Rouge Internationale au Timor Oriental.*
*Chaque mois, je devais faire les rapports de nos activités et les remettre aux agents secrets indonésiens. La délégation de la Croix Rouge Internationale était toujours sous la surveillance des agents secrets indonésiens. Souvent, j'ai vu des agents secrets indonésiens voyager avec eux dans le même hélicoptère assis les uns à côté des autres. La Croix Rouge Internationale est l'une des trois Organisations Internationales au Timor Oriental.*
*Il y a au Timor Oriental beaucoup de prisons secrètes avec de nombreux prisonniers timorais. La délégation de la Croix Rouge Internationale connaît l'existence de certaines de ces prisons, mais les autorités indonésiennes ne les autorisent pas à les visiter.*

*Au Timor Oriental, il n'est permis à personne de se déplacer d'une place à l'autre sans le "Surat Jalan", un document qui, en indonésien, signifie l'autorisation de voyager. Ce document n'est délivré que par les autorités militaires indonésiennes.*

*Avant l'invasion, les Timorais vivaient largement dispersés à travers le pays, mais depuis 1979, le peuple a été obligé par l'armée indonésienne de vivre en hameaux stratégiques encerclés par les troupes indonésiennes pour isoler le peuple des guérilleros et pour les avoir sous leur contrôle rigoureux. Etant ainsi restreints en ces hameaux, les gens souffrent de la faim et beaucoup d'entre eux meurent de maladie parce qu'il n'y a aucun traitement médical et ils ne peuvent cultiver la terre à cause de l'exiguïté du hameau. Le matin, les gens des hameaux sont mobilisés pour construire des routes ou pour faire d'autres travaux, comme accompagner les troupes indonésiennes en patrouilles ou monter la garde quand les troupes indonésiennes dorment. A six heures du soir, tous doivent être dans les huttes. Sinon, ils seront accusés par les Indonésiens d'être en contact avec les guérilleros et seront alors torturés ou tués.*

*Chaque fois que les guérilleros opèrent contre les positions des troupes indonésiennes, les Indonésiens arrêtent ou exécutent en représailles les gens du hameau le plus proche de l'endroit de l'opération.*
*Dans les villes principales du Timor Oriental, les maisons sont souvent contrôlées à minuit. Tout est vérifié: les valises, les cartes d'identité, les garde-robes, etc.. Les réunions privées ne sont pas permises et il est interdit de protester ou de parler contre le régime de Suharto.*

*Il n'y a aucune communication téléphonique vers ou à partir d'autres pays. Les lettres venant du ou destinées à l'étranger sont toujours contrôlées d'avance.*

*Après quatorze années de souffrance, le peuple du Timor Oriental ne montre aucun signe de reddition; il a prouvé et montré qu'il rejette l'intégration à la République Indonésienne. Aujourd'hui, l'unité du peuple timorais s'est renforcée et cette s'exprime par la Convergence Nationaliste (une alliance des deux principaux partis politiques, l'UDT et le FRETILIN, le peuple participe activement et de maintes façons à la lutte contre l'occupation militaire indonésienne au Timor Oriental.*

*Il est important de souligner ici qu'avant l'invasion, il y avait une population de plus de 700.000 habitants. Pendant la guerre qui afait suite à l'invasion indonésienne, plus de 200.000 Timorais ont été tués.*

*Nous sommes conscients de ce que le gouvernement indonésien à l'intention d'exterminer notre peuple. Il y a deux exemples principaux que nous pouvons voir clairement: le programme de planning familial et le programme de transmigration. Le programe de planning familial veut qu'une famille timoraise ne puisse avoir plus de trois enfants (il est habituel chez les familles timoraises d'avoir 6 ou 8*

*enfants), de plus, les femmes sont parfois rendues stériles de force.*
*Il y a beaucoup de provinces indonésiennes surpeuplées. Le gouvernement a donc envoyé des Indonésiens au Timor Oriental pour qu'ils y vivent et ces gens occupent tous les bons emplois et prennent tout ce qui est bon pour eux. Un Timorais n'a pas les mêmes droits qu'un transmigrant.*
*La stratégie est donc très claire, au moment même où le peuple timorais est exterminé par la guerre et la famine et réduit par la stérilisation forcée, l'île est colonisée par les transmigrants indonésiens dont l'origine ethnique, la culture, la religion et la langue sont différentes de celles des Timorais.*

*Je voudrais maintenant vous dire quelques mots sur la résistance armée au Timor Oriental.*

*Les forces armées du FRETILIN résistent depuis maintenant 12 ans à l'occupation de l'armée indonésienne. Comment font-elles pour résister sur une petite île sans aucun soutien d'autres pays contre l'une des armées les plus importantes et les mieux équipées de la région du Pacifique ?*
*Les guérilleros ne sont soutenus que par le peuple timorais et voilà pourquoi la résistance continue, parce que c'est le peuple qui les soutient, qui refuse d'être intégré à l'Indonésie. Sinon il y a longtemps que la résistance se serait effondrée.*
*Depuis douze ans, le FRETILIN n'a pas reçu la moindre balle ou le moindre médicament de la part d'autres pays. Même nos voisins (l'Australie, la Nouvelle Zélande) soutiennent directement ou indirectement le gouvernement indonésien. Les munitions, les armes, les uniformes et les médicaments dont disposent les guérilleros viennent des forces indonésiennes sur le champ de bataille. Le peuple timorais est déterminé à se battre jusqu'au dernier homme ou la dernière femme, même si les Nations Unies reconnaissaient l'intégration du Timor Oriental à la République Indonésienne.*

*La résolution de la question du Timor Oriental ne peut être réalisée que par des négociations de paix qui impliquent des représentants légitimes du peuple du Timor Oriental, c'est à dire la Convergence Nationaliste FRETILIN/UDT, sinon, la guerre continuera."*

JOSE GUTERRES 1988 - un réfugié timorais à Lisbonne, pendant un séminaire du MCP

## 2. *PLAN DE PAIX DU FRETILIN*

*Du 20 au 23 mars 1983, dans le territoire libéré du Timor Oriental controlé par le FALINTIL (les Forces Armées pour la Libération Nationale du Timor Oriental), le FRETILIN et l'Indonésie ont décidé d'entamer un processus de dialogue. L'objectif était de mettre fin à la longue guerre de huit ans qui était encore loin d'être terminée.*
*Le FRETILIN a toujours considéré les négociations comme le meilleur moyen d'atteindre une solution globale définitive qui respecterait les intérêts du Peuple Maubere et des états de la région.*
*Seule l'aventurisme des rapaces militaires indonésiens a mené les peuples indonésien et maubere à une guerre durant laquelle ces deux peuples ont été sacrifiés, ont subi d' innombrables pertes matérielles, humaines et morales.*

*Sous la conduite du FRETILIN, le Peuple Maubere a répondu au génocide dirigé par les généraux indonésiens au moyen d'une guerre de Résistance Nationale. Il a alors prouvé sa capacité et sa détermination à lutter pour sauvegarder ses intérêts légitimes et ses aspirations fondées.*

*Lorsqu'au début de 1983, l'Indonésie a montré sa volonté d'entamer des négociations préliminaires avec le FRETILIN, un nouveau chapitre de l'histoire du Peuple Maubere a commencé, un chapitre avec la perspective de la paix que les deux peuples désiraient ardemment.*

*Par l'intermédiaire de son commandement militaire suprême le Conseil Révolutionnaire pour la Résistance Nationale (C.R.R.N.), le FRETILIN a présenté au gouvernement indonésien son Plan de Paix dont l'application garantirait d'une part, le respect des droits du Peuple Maubere et sa volonté exprimée librement, et d'autre part, une possibilité pour les autres pays intéressés au problème du Timor Oriental de suivre le processus. Ainsi, le 10 mai 1983, le Président du Conseil Révolutionnaire pour la Résistance Nationale et le Commandant en chef du FALANTIL, KAY RALA XANANA GUSMAO ont publié un communiqué de presse qui était formulé comme suit*

***"LE FRETILIN DECLARE que le Peuple Maubere est conscient de son insertion au Sud-Est Asiatique. LE FRETILIN déclare qu'à cause de cela, il n'a jamais souhaité, ne souhaite pas, et ne souhaitera jamais que le Timor Oriental soit un foyer de propagation des conflits. Le Timor Oriental est un pays non-aligné et pratique une politique de coéxistence pacifique. Ces principes seront la base de ses relations avec tous les pays et renforceront les liens de coopération technique, économique et culturelle avec ses voisins. Le Peuple Maubere sait qu'il doit respecter les intérêts de ses voisins et croit aussi que ses propres intérêts légitimes seront respectés."***

*Malgré la reprise des hostilités par l'Indonésie et sa rupture unilatérale du cessez-le-feu, entré en vigueur le 23 mars 1983, considéré comme la première étape dans l'application du Plan de Paix, il n'y a aucun doute que celui-ci représente aujourd'hui un instrument fondamental pour l'action politique et diplomatique du Peuple Maubere. Sa conception en ce qui concerne la lutte armée est une garantie de sa maturité, acquise au cours des huit années de lutte politique. C'est jusqu'à présent la seule proposition substantielle pour une résolution du conflit.*

*Le Plan de Paix, qu'ont soutenu les Chefs d'Etat de l'Angola, du Cap Vert, de Guinée Bissau, du Mozambique et du Sao Tome e Principe lors du Sommet de Bissau en décembre 1983, constitue une plateforme autour de laquelle peuvent s'unir bon nombre de pays politiquement et géographiquement différents qui désirent la paix, le progrès et la justice et la solidarité internationale.*

*I. Aux termes des Résolutions 1514 (XV) et 1541 (XV) de l'Assemblée Générale des Nations Unies, avec la médiation du Secrétaire Général des Nations Unies, une discussion directe entre le Portugal l'Indonésie et le FRETILIN devrait être entamée dans le cadre des Nations Unies, pour discuter:*
*a) De la création d'une force des Nations Unies ou multinationale chargée de veiller au maintien de la paix et dont l'impartialité devrait en être une condition indispensable pour la garantir et la mettre en pratique:*
** Une Administration de transition en fonction*
** Le fonctionnement correct des décisions prises lors des discussions sur la mise en place des forces d'opposition - FALINTIL - et des Forces Armées Indonésiennes.*

*b) De l'organisation d'une consultation libre et démocratique du Peuple Maubère.*

*c) Du choix d'une date pour le transfert de la souveraineté.*

*II. L'Australie a le droit de participer aux discussions en tant qu'observateur.*

*III. D'autres observateurs peuvent être acceptés s'ils sont proposés en nombre égal par chacune des parties citées au I et sont acceptés par tous.*

# 3. *Résolution du Parlement Européen*

**Timor Oriental**
**Doc A2-143/88**

## RESOLUTION
## sur le Timor Oriental

Le Parlement Européen

- tenant compte de la résolution concernant la situation au Timor Oriental adoptée le 10 juillet 1986 par le Parlement Européen (Doc. 0 2-591/86) (1),

- tenant compte de la résolution concernant l'occupation illégale et illégitime du Timor Oriental par l'Indonésie adoptée à l'unanimité le 1er octobre 1987 à Lisbonne par l'Assemblée Mixte ACP-CEE (OJ No. C 50, 22.2.88, p 51),

- tenant compte des motions suivantes pour des résolutions:
  - motion pour une résolution saisie par Me VANDEMEULEBROUCKE et Mr KUYPERS concernant le règne de la terreur établi au Timor Oriental par l'Indonésie (Doc 0 2-927/85),
  - motion pour une résolution saisie par Melle BROOKES concernant les violations des droits de l'homme au Timor Oriental (Doc 0 2-1146/85),
  - motion pour une résolution saisie par Mr van der LEK sur le Timor Oriental (Doc.0 2-1150/85),
  - motion pour une résolution saisie par Mr David MARTIN et Mme BUCHAN sur le Timor Oriental (Doc 0 2-1218/85),
  - motion pour une résolution saisie par Mr TELEKAMPER et d'autres personnes concernantj l'emprisonnement en Indonésie d'Antonio Gonçalves, un citoyen du Timor Oriental (doc 0 2-1510/87),

- tenant compte du rapport du Comité des Affaires Politiques (Doc.

A. Vu que le territoire du Timor Oriental a été envahi et occupé le 7 décembre 1975, annexé illégalement en juillet 1976, et a été depuis occupé de force par l'Indonésie et vu que cela a provoqué le génocide d'un tiers de la population et d'énormes dégats éonomiques et sociaux généralisés,

B. Vu que cette occupation a été condamnée non seulement par le Conseil de Sécurité de l'Assemblée Générale des Nations Unies et la Conférence des pays non-alignés, mais également par l'Union Inter-Parlementaire et beaucoup d'autres organisations internationales de nature politique, humanitaire ou religieuse,

C. Vu que les droits de l'homme ont été violés par: emprisonnement arbitraire, déportation, recasement forcé, mauvais traitements, éxécutions sommaires, limitations des mouvements de personne et des communications postales, violation de la vie privée, absence du droit à s'assoocier et de la liberté d'expression et limitation du droit à la religion,

D. Vu que l'identité culturelle du peuple du Timor Oriental est violée, notamment par l'imposition d'une langue étrangère et l'élimination de la langue nationale, la propagation officielle de valeurs culturelles extérieures aux traditions et à l'histoire du Timor Oriental, la destruction de la famille et de la structure sociale, des transmigrations organisées comme déplacement politique des populations,

E. Vu que la liberté de l'Eglise Catholique à exercer sa mission pastorale est sévèrement limitée et qu'une pression continue sur les prêtres et les croyants est exercée malgré les subsides officiels octroyés à l'Eglise,

F. Vu que le peuple du Timor Oriental ne peut pas encore exercer son droit à l'autodétermination et que son attitude face à la présence de l'Indonésie ne peut s'exprimer que par un référendum,

G. Vu que depuis l'occupation, il a une résistance armée continue à l'annexion coloniale de l'Indonésie et qu'une telle résistance a été renforcée par le soutien d'une majorité écrasante de la population, comme le montre le déploiement d'une armée de 20.000 soldats par l'Indonésie dans le territtoire,

H. Vu que, selon l'Article 297 de sa Constitution, le Portugal reste retenu par ses responsabilités, qui lui incombent selon le Droit International, de promouvoir l'indépendance du Timor Oriental,

I. Conscient de l'inquiétude unanime du peuple portugais quant à l'autodétermination du Timor Oriental, ainsi exprimée grâce aux efforts de nombreux groupes et commissions, ainsi reprise dans les médias portugaises et ainsi répétée à plusieurs reprises par le parlement portugais,

J. Vu que depuis l'admission du Portugal à la Communauté Européenne, les institutions européennes endossent alors une plus grande responsabilité vis-à-vis du peuple du Timor Oriental que par le passé, tel qu'il l'a été confirmé en mai 1988 par la déclération du Président en fonction du Conseil,

K. Vu que certains Etats Membres de la CEE continuent à permettre l'exportation de matériel militaire en Indonésie sans tenir compte de son occupation illégale du Timor Oriental et de ses opérations militaires permanentes dans ce pays,

1. Condamne l'occupation du Timor Oriental par l'Indonésie et confirme le droit à l'autodétermination du peuple du Timor Oriental;

2. Défend le droit du peuple du Timor Oriental à maintenir, développer et affirmer son identité culturelle, linguistique et religieuse qui vient de sa propre histoire;

3. Condamne la politique de l'Indonésie de refuser aux visiteurs étrangers indépendants la possibilité d'examiner librement les conditions dans le pays et d'enquêter sur les violations des droits de l'homme;

4. Appelle le gouvernement indonésien à mettre à éxécution l'ouverture du Timor Oriental pour le fin 88;

5. Demande au gouvernement indonésien d'admettre l'aide internationale et de permettre à des organisations des droits de l'homme de venir et de leur donner la totale liberté de mouvement;

6. Appelle le gouvernement indonésien à permettre le libre mouvement à l'intérieur du Timor Oriental et d'octroyer au peuple le droit d'entrer et de sortir de la région;

7. Condamne la violation continuelle des droits de l'homme au Timor Oriental par les armées indonésiennes d'occupation et par les organisations paramilitiares et civiles sous contrôle des autorités indonésiennes;

8. Exhorte le gouvernement indonésien à se soumettre aux dispositions internationales sur les droits de l'homme au Timor Oriental;

9. Appelle les états membres de la Communauté Européenne à entreprendre une action politique en vue d'assurer le retrait des troupes indonésiennes du Timor Oriental, comme précondition essentielle du respect des droits fondamentaux du peuple et de l'exercice du droit à l'autodétermination, y-compris le droit à l'indépendance, et de soutenir les efforts fournis par le Secrétaire Général des N.U. pour réaliser ces objectifs;

10. Appelle le Secrétaire Général des N.U. à consulter, dans ses efforts pour trouver une solution, non seulement le Portugal et l'Indonésie, mais aussi les représentants du peuple du Timor Oriental: la Convergence Nationaliste;

11. Appelle tous les gouvernements de la Communauté à cesser la vente de matériel militaire à l'Indonésie jusqu'à ce que soit mis un terme à l'occupation illégale du Timor Oriental;

12. Demande au Conseil de prendre des mesures pour arriver à un accord de cessez-le-feu et de permettre que soit organisé un référendum après une période de transition, que définiront les parties concernées, avec le peuple à qui on aura permis la liberté de choix pour l'avenir du Timor Oriental;

13. Exprime la volonté que le Portugal, en tant que pouvoir administratif, selon les dispositions du Droit International et de la Constitution Portugaise, soit admis à jouer le rôle actif qui lui incombe de garantir l'exercice réel du droit à l'autodétermination du peuple du Timor Oriental, et soutient les efforts fournis par les autorités portugaises pour aboutir à des solutions concrètes et viables, acceptées internationalement;

14. Exhorte les ministères des Affaires Etrangères qui se réunissent en coopération politique européenne, à maintenir une action diplomatique concertée pour garantir l'exercice du droit du peuple du Timor Oriental à l'autodétermination, à créer un contact entre toutes les parties concernées par le conflit, y-compris les représentants de la communauté du Timor Oriental, et à rendre au Parlement des progrès de ses initiatives;

15. Appelle toutes les institutions de la CEE à prêter attention à la situation coloniale actuelle du Timor Oriental et aux termes de cette résolution lorsqu'elles examineront les relations entre la CEE et les pays asiatiques;

16. Demande à la Commission de tenir compte de la situation au Timor Oriental dans ses contacts avec les autorités indonésiennes;

17. Exhorte la Commission à octroyer, en coopération avec les autorités portugaises et les organisations d'aide internationale compétentes, une aide directe appropriée, et cela au Timor Oriental comme dans les camps de réfugiés du Portugal et d'Australie;

18. Demande à la Commission de fournir dans les six mois un rapport sur les progrès effectués;

19. Charge son Président de transmettre cette résolution au Conseil, à la Commission, aux organisations des N.U, à la Conférence des pays non-alignés, aux gouvernements d'Indonésie et d'Australie.

*NDLR: le texte de cette résolution a été reaffirmé et reinforcé par deux autres résolutions du Parlement Européen datées du 15/12/1988 et du 25/05/1989*

# Résolution de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU (Août 1989)

Commission des Droits de l'Homme
Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires
et de la protection des minorités.
Quarante et unième session

**Question du Timor Oriental**

La sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de protection des minorités,

Guidée par la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civiles et politiques et les règles universellement admises au droit humanitaire international,

Rappelant ses résolutions 1982/20 du 8 septembre 1982, 1983/26 du 6 septembre 1983, 1984/24 du 29 Août 1984 et 1987/13 du 7 septembre 1987 concernant la situation au Timor Oriental,

Prenant en considération les allégations répétées selon lesquelles le peuple du Timor Oriental continue d'être victime de violations flagrantes des droits de l'homme,

1. Se félicite des mesures prises par le Secrétaire général concernant le Timor Oriental;

2. Prie le Secrétaire général de poursuivre ses efforts en vue d'encourager toutes les parties concernées, c'est à dire la puissance administrante, le Gouvernement indonésien et les représentants du peuple du Timor Oriental, à coopérer pleinement pour parvenir à une solution durable tenant compte des droits et des voeux du peuple du Timor Oriental;

3. Prend note de la lettre datée du 6 février 1989 que Mgr Carlos Filipe Ximenes Belo a adressée au Secrétaire général (A/AC.109/991) pour demander l'organisation d'un référendum au Timor Oriental;

4. Apprécie la nouvelle politique d'ouverture suivie par le Gouvernement indonésien au Timor Oriental depuis janvier 1989;

5. Regrette cependant que des arrestations, des cas de torture et des exécutions sommaires aient été signalées depuis la fin de 1988;

6. Espère en conséquence que le Gouvernement indonésien voudra bien faire un pas de plus et autoriser des représentants d'organsiation qui s'occupent des droits de l'homme à se rendre dans le territoire;

7. Recommande à la Commission des droits de l'homme d'examiner, à sa quarante-sixième session, la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales au Timor Oriental.

## *La visite du Pape*

*Comme annoncé, le Pape s'est rendu au Timor Oriental le 12 Octobre 1989. Malgré la pression et les cris d'alarme lancés par plusieurs organisations chrétiennes et autres à propos de l'exploitation politique par le gouvernement indonésien du fait de la visite du Pape, malgré les préoccupations exprimées maintes fois par la communauté catholique Timoraise, spécialement Mgr Belo,, malgré l'offensive diplomatique (tardive et timide?...) des autorités portugaises, malgré la visite au Vatican, Jeam Paul II a été victime de sa propre ambiguité et agent complice de la politique criminelle de l'Indonésie vis-à-vis le Timor.*

*L'Indonésie qui, au mois d'Août, pendant la session de la Sous-commission des Droits de l'Homme de l'ONU consacrée au Timor, argumentait déjà que la visite du Pape était la preuve selon laquelle tout se passait dans la normalité au Timor, peut maintenant réclamer en faveur de sa politique que:*

*- La visite à la diocèse de Dili était effectuée dans le périple indonésien de la visite du Pape;*

*- Le Pape s'est rendu au Timor dans un avion militaire indonésien;*

*- Qu'il a accepté d'être accompagné par le Général Benni Murdani, architecte de l'invasion et et de l'occupation militaire du Timor;*

*- Qu'il n'a pas baisé le sol martirisé du Timor...*

*Plus grave que ça, tenant compte des responsabilités du Pape en tant que dirigent suprème de l'église catholique, responsabilités qui* ***devraient*** *être, to d'abord, la Justice et la Paix, la Pape a tourné le dos à l'aggréssion et repression sur le lieu même où il venait de célébrer la messe (quelques jeunes timorais auraient même été tués sur place - voir Expresso et La Stampa).*

*Comme le soulignait un communiqué du FRETILIN, la visite du Pape a couté au peuple Timorais des milliers d'emprisonnements et de soouffrances; "Le Pape a laissé derrière soi un peuple qui pleure dans le silence sa douleur et son abandon.*

*La communauté timoraise craint maintenant sur le sort de Mgr Belo après la visite. On sait que l'Indonésie aimerait le voir remplacé par quelqun d'autre plus favorable à sa politique. A suivre...*

INQUIÉTUDE DANS L'ÉGLISE LOCALE

# Le pape à Timor-Oriental malgré l'occupation ?

**QUI se soucie encore du sort de Timor-Oriental, cette moitié d'île annexée par l'Indonésie en 1976, et dont la population a subi, et continue de subir, une implacable répression ? Les catholiques timornis, eux, ont vivement réagi en apprenant que le pape Jean-Paul II envisageait de s'arrêter dans le territoire au cours de sa prochaine tournée en Asie, au mois d'octobre. Djakarta ne saurait manquer en effet d'interpréter cette visite comme un cautionnement de l'occupation.**

Par JEAN-PIERRE CATRY *

C'est un cri d'alarme qu'a récemment lancé l'évêque catholique de Timor-Oriental, alors que le pape s'apprête à visiter ce territoire. Mgr Belo écrit en effet : « *Le processus de décolonisation de Timor portugais n'a pas encore été mené à bien par les Nations unies, et il serait bon de ne pas l'oublier (...). L'Indonésie dit que le peuple de Timor a déjà choisi l'intégration, mais le peuple de Timor n'a jamais dit cela. Le Portugal laisse au temps le soin de résoudre ce problème. Et nous, nous sommes en train de mourir comme peuple et comme nation (...). Il n'y a pas de moyen plus démocratique pour connaître la volonté suprême du peuple timorais qu'un référendum organisé par les Nations unies* (1) ». Cet appel, l'unique évêque de Timor-Oriental l'a adressé au secrétaire général de l'ONU, mais aussi au président de la République portugaise, M. Mario Soares, et au représentant diplomatique du Vatican auprès du gouvernement indonésien, en février dernier.

Dans sa lettre au nonce apostolique, Mgr Belo donne plusieurs exemples récents d'exécutions sommaires, *envahi et occupé Timor militairement, ne laissant pas même au peuple de Timor la possibilité d'exprimer ce qu'il ressent (...). Il est interdit de parler de politique ; les associations, réunions, la circulation la nuit, tout est interdit. Il est interdit de parler d'indépendance, de parler d'autonomie et de parler de référendum. Tout le monde est obligé de parler de « pançasila » et de « Pembangunan »* (4) (...). *Nous vivons ainsi depuis 1976.* »

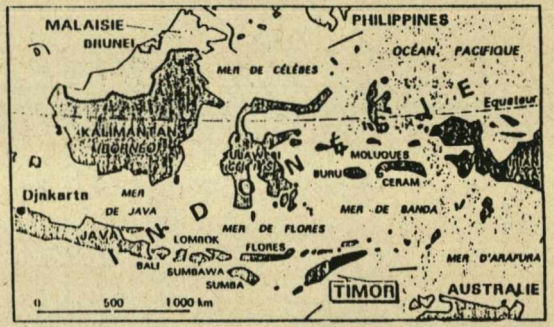
Pour discréditer Mgr Belo ou minimiser l'importance de ses prises de position, les autorités d'occupation disent qu'il ne s'agit que d'opinions personnelles et que les Timorais veulent être Indonésiens. Mais, en raison de la répression, l'Eglise catholique est devenue un refuge pour les Timorais : le nombre des catholiques est passé en quelques années de 10 % à 80 % de la population : « *Il s'agit d'une révolution généralisée d'un peuple qui cherche en nous la défense de son identité* », dit Mgr Belo (5).

Le Vatican a encouragé ce mouvement, mais dans certaines limites. A deux reprises (en 1984 et en 1987), le

que indonésienne, d'affirmer que, de cette manière, le Souverain pontife reconnaissait la souveraineté du grand archipel sur Timor Oriental.

En 1981, Mgr da Costa Lopes, le prédécesseur de Mgr Belo, mit fin à son dialogue discret et inutile avec les autorités militaires, et dénonça publiquement le génocide : « *pour que, si nous mourons, le monde sache au moins que nous mourons debout* ». Cette attitude mettant en cause les attentions spéciales que les occupants accordaient à l'Eglise, car ils comptent sur elle en retour pour amener les Timorais à accepter l'intégration. Après une vaste campagne menée par les autorités indonésiennes, Mgr da Costa Lopes fut invité par le Vatican à présenter sa démission et remplacé par Mgr Belo, jeune prêtre salésien, jugé plus accommodant : il avait accepté un passeport et donc la nationalité indonésienne, et le clergé local accueillit mal sa nomination.

Malgré les conditions de son arrivée à la tête du diocèse, Mgr Belo semble suivre les traces de son prédécesseur, protestant contre les violations des droits de l'homme et exprimant parfois publiquement son point de vue sur le fond du problème : « *L'Indonésie recommence à coloniser Timor-Oriental (...). Les Timorais vont devenir, sur leur propre sol, des citoyens de deuxième classe* (6) ». « *L'unique solution est politique et diplomatique, et cette solution inclut, avant tout, le respect pour le droit du peuple à l'autodétermination* (7) ». En janvier 1985, le conseil presbytéral, Mgr Belo inclus, adoptait une position commune. On y lisait : « *Le gouvernement part du principe que le peuple a déjà exercé son droit à l'autodétermination. Toutefois, l'Eglise considère que le manque de conditions nécessaires à cet évé-*




tion : « *Ce serait reconnaître implicitement la dimension indonésienne* » du diocèse, déclare Mgr Canalini, nonce à Djakarta, et le Vatican « *ne peut le faire parce qu'il suit ce qui est décidé par les lois internationales* (12) ». Cette position de principe n'empêche pas que le Vatican « *connaisse le désir du gouvernement indonésien que l'Eglise catholique de Timor-Oriental soit administrée directement par la Conférence épiscopale d'Indonésie* ».

En mars dernier, l'Eglise de Timor-Oriental fut informée que le pape visiterait l'Indonésie et, par la même occasion, Dili, la capitale de Timor Oriental. Aussitôt connue, la nouvelle provoqua l'opposition des Timorais : une visite, organisée par Djakarta, conduirait inévitablement à une reconnaissance de la souveraineté indonésienne, même si telle n'était pas

timorais. Résistants depuis quatorze ans dans leur île coupée du monde, alors que les généraux indonésiens se faisaient fort de les soumettre en quinze jours ; oubliés des grands moyens d'information malgré l'ampleur de la répression ; réclamant un droit que très peu de gouvernements défendent, pour ne pas mettre en cause leurs bonnes relations avec la puissance indonésienne, les Timorais n'auront-ils pas d'autre option que de continuer à « *mourir debout* » (Mgr da Costa Lopes) ou à « *mourir comme peuple et comme nation* » (Mgr Belo), pendant même un appui qu'ils jugeaient « *de justice* » de la part des Eglises ?

(1) Lettre au secrétaire général de l'ONU, 6 février 1989.

(2) Lettre des religieux de Timor-Oriental aux religieux d'Indonésie, 31 juillet 1981.

TIMOR-ORIENTAL

# Une escale papale à hauts risques

***La visite pastorale dans cette ancienne colonie portugaise annexée depuis 1975 par l'Indonesie, et marquée par une guérilla sporadique, soulève des espoirs contradictoires.***

**De notre correspondant en Asie**

Pour Jean-Paul II, l'escale à Dili sera périlleuse. Le pape doit célébrer la messe jeudi dans la capitale de Timor-Oriental. L'événement promet d'attirer plus de la moitié des 650000 habitants du territoire, à plus de 80 % catholiques. Elle sera dite en latin, plutôt qu'en indonésien ou en tetum, les deux langues employées à Timor. Le tetum est la langue de cette île qui fut pendant quatre cents ans une colonie portugaise. L'indonésien est celle des «envahisseurs» qui l'ont annexée en 1975, après le départ des Portugais. Le Vatican, pas plus que les Nations unies, ne reconnaissent cette annexion. Du coup, l'escale à Dili, qualifiée par Jean-Paul II de «strictement pastorale», devient un événement politique et diplomatique.

Timor-Oriental, devenue en janvier la 27e province de l'Indonésie, reste le théâtre d'une lutte armée qui oppose 14000 soldats et miliciens indonésiens à quelques centaines de maquisards appartenant au Fretilin (Front révolutionnaire pour l'indépendance de Timor). Cette organisation nationaliste d'extrême gauche avait pris le pouvoir à Dili au départ des Portugais en 1975, et proclamé l'indépendance de Timor-Oriental. L'armée indonésienne avait aussitôt envahi le territoire, revendiqué depuis toujours par Djakarta. En treize ans le conflit a fait, selon les experts, entre 100 et 200000 victimes. La population a été décimée entre 1975 et 1980 par les combats, la famine et les épidémies.

La visite du pape, première personnalité à faire le voyage depuis 1975, a donc un double effet contradictoire. Pour l'Indonésie elle est une reconnaissance du «fait accompli». Pour les adversaires de l'annexion, elle est l'occasion d'attirer l'attention sur ce qu'ils qualifient de «génocide caché». Elle peut aussi galvaniser le sens de leur «identité nationale» des Timorais, peuple différent des Indonésiens du point de vue ethnique, linguistique et, bien sûr, religieux (l'Indonésie est à 90 % de religion musulmane).

Beaucoup de Timorais attendent de Jean-Paul II une condamnation des violences perpétrées par l'armée, qui a déplacé de force 90 % de la population vers des «villages stratégiques» afin d'asphyxier la guérilla. Mais ses hôtes indonésiens l'ont mis en garde contre tout éclat. Les relations, déjà difficiles, entre l'Eglise catholique de Timor et les militaires en seraient certainement affectées. En février déjà, l'armée avait accusé l'Eglise d'être le noyau de l'opposition à l'intégration du territoire, après que l'évêque de Dili, Mgr Belo, ait lancé un appel aux Nations unies pour que soit respecté le droit des Timorais à l'autodétermination.

Selon des voyageurs récemment revenus de Dili (la province a été partiellement réouverte au tourisme au début de l'année), Timor-Oriental a été en grande partie «pacifiée». La majorité de la population paraît s'être résignée à l'intégration à l'Indonésie comme étant la seule solution réaliste. La guérilla n'opère plus que sporadiquement dans les régions montagneuses de l'est de l'île. La quasi-totalité des milliers de détenus politiques ont été libérés, et l'usage systématique de la torture dans les prisons paraît avoir cessé. Le gouvernement de Djakarta a déversé sur la province plus de crédits que sur aucune autre région du pays, créant des infrastructures (routes, hôpitaux, écoles) inexistantes du temps de la colonisation.

Cependant, notent les mêmes visiteurs, «les gens continuent d'avoir peur de l'armée». Celle-ci exerce un contrôle absolu dans tous les domaines, y compris l'économie. Les routes sont coupées de barrages, les contrôles d'identité fréquents, les déplacements de nuit impossibles, et les contacts entre Timorais et étrangers découragés. En dépit d'une prospérité artificielle créée à Dili par les investissements publics et la présence de l'armée, Timor-Oriental demeure la province la plus pauvre du pays (avec un revenu annuel moyen inférieur à 1300 francs français). La majorité de la population reste analphabète, et le chômage y est endémique.

«La tension demeure sous la surface assoupie», estime un visiteur. Le général Benny Murdani, ministre de la Défense (et architecte de l'annexion de Timor) a reconnu récemment qu'il faudrait encore des années pour venir à bout de la guérilla. «Parfois les nations sont tentées d'ignorer les droits de l'homme dans leur volonté erronée d'une unité politique reposant uniquement sur la puissance militaire et économique», a fait remarquer lundi soir le pape au président indonésien, le général Suharto qui le recevait à Djakarta. «Ce genre d'unité peut facilement se désintégrer...» Peut-être avait-il déjà à l'esprit son escale à Dili...

**Patrick SABATIER**

*Libération 12/10/1989*
*13/10/1989*

## Timor: échauffourées

Des échauffourées ont opposé hier les forces de l'ordre et des partisans du Fretilin, le mouvement pour l'indépendance du Timor oriental, alors que le pape lançait un appel à la «paix et la réconciliation» dans la capitale de cette ancienne colonie portugaise annexée par Djakarta en 1976.

# « Aime ton ennemi et prie pour ton persécuteur... »

**Jean-Paul II a regagné Djakarta, jeudi 12 octobre en fin d'après-midi, après une visite de quelques heures au Timor-Oriental, où il a lancé un appel au respect des droits de l'homme au cours d'une messe marquée par un vif incident entre de jeunes Timorais se réclamant du FRETILIN (mouvement indépendantiste) et les services de sécurité indonésiens. Le pape doit se rendre vendredi à Médan (Sumatra) avant de gagner, le lendemain, l'Ile Maurice.**

**DILI**

*de notre envoyé spécial*

Quatre-vingt mille personnes, au maximum, étaient présentes, jeudi 12 octobre. Comme l'avait prévu Mgr Belo, évêque administrateur apostolique au Timor-Oriental, *« les gens craignant la récupération de la visite papale par Djakarta »* n'ont pas assisté à la messe pontificale. Le Vatican en attendait de trois cent mille à quatre cent mille. Première déception.

Beaucoup des six cent mille catholiques que compte le Timor-Oriental espéraient que, en arrivant sur leur sol, Jean-Paul II, à défaut de s'y prosterner comme il le fait partout où il se rend pour la première fois, ferait un signe, un geste, quelque chose indiquant que, lui non plus, il n'acceptait pas l'annexion du pays par l'Indonésie.

Rien de tout cela n'est arrivé. Reçu à Dili par l'épiscopat local, le gouverneur de la région et le ministre de la défense indonésien, le général Benny Murdani – un catholique qui a organisé l'invasion militaire au Timor-Est en 1975, – le pape a expédié la cérémonie d'accueil en trois minutes.

L'aéroport, les routes, la ville tout entière, quoique quasi déserte, étaient pavoisés d'oriflammes aux couleurs indonésiennes. L'immense panneau controversé souhaitant la bienvenue au pape « dans la 27e province de l'Indonésie » n'avait pas disparu. Jean-Paul II feignit de ne point le remarquer. *« Après tout*, nous avait dit M. Mario Viegas Carascalo, gouverneur de la région, *on ne demande pas au pape de partager notre opinion sur le statut du Timor-Est, mais il n'est sûrement pas opposé à son intégration* (à l'Indonésie), *autrement, il ne serait pas venu jusqu'ici. »*

### L'« absence de perspective »

L'entourage du pape a eu beau marteler partout *« le caractère uniquement pastoral »* de la visite, les Indonésiens, et c'est après tout de bonne guerre, ont tout fait pour lui conférer une dimension politico-diplomatique. Au point que le Vatican devrait publier dans les prochains jours une « précision » sur ce voyage et que le pape lui-même, après avoir consacré et non pas seulement béni la nouvelle cathédrale de Dili, s'est cru obligé de rappeler que le diocèse dépend directement de Rome et non de la conférence épiscopale indonésienne.

Il a ensuite traversé la pauvre ville de Dili, ombragée de verdure luxuriante, mais quasi déserte, avant de se rendre sur le terrain militaire de Tassi-Toli (les « 3 lacs ») où l'attendaient, dans une chaleur moite, ceux qui voulaient malgré tout rencontrer le *« pasteur universel »*. Foule modeste et sage, protégée des morsures du soleil par une forêt de parapluies multicolores. Foule disciplinée, peu exubérante et, somme toute, un peu craintive.

Derrière elle, cachés par les collines, stationnaient, selon la rumeur publique, plusieurs sections armées de ces quinze mille hommes (police, forces spéciales, armée et milice) qui contrôlent le territoire depuis quatorze ans. Au large, dernière l'autel de Jean-Paul II adossé à une mer d'huile, l'île d'Atauro, de sombre mémoire puisque c'est là bas que, en 1975 et 1976, des populations entières furent déportées et où beaucoup moururent de famine et de maladies. Triste endroit pour une rencontre papale, d'autant que le terrain des « 3 lacs », à en croire certains prêtres du cru, *« a beaucoup servi au début des années 80 »* aux exécutions sommaires.

Noyée dans un nuage de poussière blanche, la « papamobile », a fait le tour, tandis qu'une poignée de danseurs rituels et emplumés se déchaînaient au bas de l'estrade réservée au pontife. Détail important : Jean-Paul II avait pris à son bord, le très controversé évêque Belo, celui que les bons esprits du Vatican appellent le *« Mgr Gaillot du Timor »*. Tout sourire, le seul prélat à s'être permis d'écrire aux Nations unies pour réclamer un référendum d'autodétermination pour les Timorais, Mgr Belo semblait avoir été rassuré sur son sort. Quelques heures encore avant l'arrivée du pape, il disait se sentir *« bien isolé »*, y compris au sein de son église.

Enfin, le pape a parlé. Un peu en tetum, la langue du Timor, qui n'est pas enseignée dans les écoles, et beaucoup en anglais. *« A la suite d'un conflit, vous avez subi la destruction et la mort. Vous savez ce que c'est que d'être victimes de haines et de combats (...). Il y a des situations dans lesquelles la communauté ecclésiale doit être tout spécialement capable de vivre l'enseignement du Christ, et de savoir pardonner. (...) Aime ton ennemi et prie pour ton persécuteur, a dit le Seigneur. »* Message d'amour de paix et de fraternité. Message chrétien. Jean-Paul II a évoqué *« la faim, l'indigence, le chômage, l'absence de perspective »*. Il a parlé des *« droits individuels et de la famille »*. Surtout, il a engagé les autorités à *« respecter les droits fondamentaux (...) qui doivent être fermement assurés »*. *« Je prie*, a-t-il ajouté, *pour que ceux qui ont la responsabilité de la vie au Timor-Oriental agissent avec sagesse et bonne volonté vis-à-vis de tous (...)*. Enfin, Jean-Paul II a *« exhorté »* les fidèles *« à vivre dans la paix et l'unité »*. Au loin, on entendait comme un orage se lever. La cérémonie était terminée...

**PATRICE CLAUDE**

*Le Monde 13/10/1989*

# Les acharnés du Timor-Oriental

## *Quatorze années de répression conjuguées à un réel effort de développement ne sont pas venues à bout de la résistance à l'occupant indonésien*

**DILI (Timor-Oriental)**

*de notre envoyé spécial*

**C'était le vendredi 13 octobre : à 30 mètres de la tribune officielle, une vingtaine de jeunots, maculés de poussière, venaient de déplier une longue banderole sous le regard ébahi du pape. Debout face à eux, appuyé sur son grand bâton pastoral, Jean-Paul II lisait posément les mots couleur sang imprimés sur l'étoffe bleue. *« Fretilin sauda ao Papa. »*. Curieusement, c'est en portugais, la langue de l'ancien colonisateur, que le Front révolutionnaire pour l'indépendance du Timor oriental venait « saluer le pape ».**

**L'incident fut bref et violent. Désarmée, comme toutes les forces de sécurité visibles à l'horizon, une escouade de gros bras en sahariennes bleutées se propulsa, matraque au poing, vers les jeunes kamikazes. Deux minutes plus tôt, malgré la messe et la chaleur d'étuve qui baignait l'endroit, l'atmosphère était plutôt fraîche. Brusquement, une folle rumeur de mécontentement avait parcouru et réchauffé l'assistance. Mouvement de foule, cris de haine et hop ! deux ou trois chaises s'étaient envolées en direction des sbires matraqueurs. Ce fut terminé en trois ou quatre minutes. Assez longtemps en tout cas pour permettre aux journalistes encore présents de fixer la scène pour l'éternité.**

**Incidemment, un photographe de l'AFP se vit brutalement confisquer sa pellicule. On la lui rendit irrémédiablement voilée. Mais d'autres, avec des ruses de Sioux, étaient parvenus à sauver leur matériel. Le lendemain, à Rome, *la Repubblica* allait titrer dans son style ravageur : « La guérilla fait fuir le pape ! » Au diable la modération, le Fretilin, lui, pouvait être satisfait.**

**PATRICE CLAUDE**

***Lire la suite page 8***

SCIENCES ◆ MÉDECINE

**La mort des dinosaures**

Comment expliquer l'extinction massive des espèces vivant à la fin de l'ère secondaire

**pages 19 à 22 - section B**

**A L'ÉTRANGER :** Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,85 $ ; Antilles, 10 fr. ; Grèce, 180 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f ; Norvège, 12 k ; Pays-Bas, 2,25 fl ; Portugal, 140 esc.

# Les acharnés du Timor-Oriental

*Suite de la première page*

De ses quelques centaines de combattants, pauvres hères abandonnés de tous et pourchassés sans pitié dans les montagnes de l'est. De l'incontestable sympathie dont l'organisation vaguement marxiste, créée en mai 1974, jouit encore parmi les gens éduqués et politisés du territoire. Ce qui, sur six cent mille âmes, il faut bien le dire, ne fait pas beaucoup...

« *Un référendum ?* demandait l'autre jour, à Dili, M. Mario Viegas Carascalo, gouverneur de la région, *mais pour quoi faire ? Les gens d'ici ne sauraient même pas ce que cela veut dire...* » Jugement méprisant, mais confirmé par un diplomate occidental à Djakarta. « *Près de la moitié de la population du Timor-Oriental est illettrée. Ce sont pour l'essentiel de pauvres gens sous-alimentés depuis des siècles. Occupation portugaise ou javanaise, pour eux, c'est du pareil au même. Ils n'aspirent qu'à la tranquillité et, ça, c'est sûr, ils ne l'ont pas encore trouvée.* »

« Tim-Tim, vingt-septième province de l'Indonésie », contraction populaire et largement usitée pour « Timur (est) Timor ». Un nom qui sonne comme une maison d'arrêt. « Tim-Tim », 11 000 kilomètres carrés dont les deux tiers couverts d'inexpugnables montagnes, grottes et crevasses bouffées par la jungle et la malaria. Jadis les autochtones, dont les traits rappellent ceux des aborigènes australiens, leurs voisins, vivaient là-haut dans les parfums du bois de santal et des bananiers, dans des petits hameaux de huit à dix familles. Mais le temps de l'innocence est passé. Depuis 1975, année maudite du calendrier timorais, où l'on vit les bombardiers indonésiens obscurcir le beau ciel bleu de l'île, les indigènes ont été regroupés dans des « villages stratégiques », quadrillés par la troupe et infestés de miliciens payés par Djakarta. Objectif, partiellement atteint, il faut l'admettre : affamer « *ceux des montagnes* », comme on appelle pudiquement les derniers maquisards, et les priver de tout contact avec l'extérieur.

Combien sont-ils encore, ces guerriers de l'impossible que l'univers entier, de l'Est à l'Ouest, de Washington à Moscou, en passant par Pékin, Sydney, Paris ou Tombouctou, a abandonnés ? Difficile à savoir. « *Deux à trois cents* », selon un sympathisant, catholique comme la plupart d'entre eux. « *Cinq à six cents* », selon des sources semi-officielles. Curieuse dichotomie. « *L'armée gonfle les chiffres de manière à justifier sa présence continuelle* », explique, l'air abattu, un prêtre du cru.

Officiellement, les forces de sécurité, elles – milice, police et sections spéciales de l'armée, – sont treize mille. Pour venir à bout de « *quelques bandes de rebelles faméliques sans aucun soutien populaire* », dixit le gouverneur ? Comment est-ce possible ? « *Ben... vous savez,* répond celui-ci un peu gêné, *moi aussi je pense qu'ils sont trop nombreux... En tout cas pour le Fretilin... Mais on a besoin d'eux pour d'autres tâches, pour aider au développement surtout...* » Et pour s'en mettre plein les poches, accessoirement... Tout le monde le dit, à commencer par les rares occidentaux admis sur place pour un travail humanitaire :

« *Les soldats contrôlent pour leur propre compte et par hommes de paille interposés toutes les activités rentables de la région, comme l'exploitation du café. Ils prélèvent aussi entre 20 et 30 % de l'aide au développement expédiée de Djakarta.* » Précision. Le gouvernement indonésien s'en flatte et c'est apparemment vrai : les dépenses du « centre » en faveur de Tim-Tim sont deux ou trois fois plus élevées qu'ailleurs. Les Portugais n'avaient rien fait. Djakarta a développé l'infrastructure, scolarisé les enfants, institué un certain mieux-être sanitaire, et, contrairement à ce que raconte la propagande du Fretilin, s'abstient d'islamiser les populations locales. La preuve : de 40 % il y a quinze ans, la proportion de catholiques chez les Timorais de l'Est atteint maintenant plus de 85 %, dit l'évêque de Dili, Mgr Belo, bête noire de l'armée.

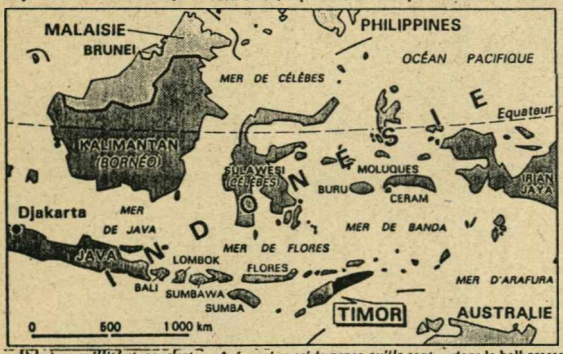
La tactique du gouvernement vise évidemment à faire mieux accepter par les autochtones leur annexion forcée par l'Indonésie. Mais le chemin qui reste à parcourir est long. Le gouverneur Carascalo peut bien affirmer benoîtement derrière ses deux grosses loupes : « *Désormais, le soleil brille dans nos cœurs de Timorais* », le PNB par tête d'habitant, lui, est encore deux fois moins élevé à Tim-Tim que dans le reste de l'archipel. Pour la corruption et la répression, en revanche, la proportion est inversée...

## « Tortures, exécutions sommaires... »

« *Pour 10 dollars américains, je vous trouve une moto à louer,* nous avait promis un policier véreux de Dili. *Pour 5 de plus, je vous mets un chauffeur dessus, et pour le double je vous garantis que vous pourrez aller où vous voulez...* » Marché conclu un soir d'ennui, dans le hall crasseux et poisseux du Turismo, le meilleur « palace » de Dili. Marché de dupes en réalité. Sortir discrètement de la « capitale » du Timor-Oriental – 80 000 habitants, trois hôtels miteux, neuf taxis et deux lignes téléphoniques – relève de l'exploit. Les barrages sont partout, un tous les 20 kilomètres environ, et les hussards qui les tiennent ne sont pas commodes, malgré l'ouverture officielle de la région au début de cette année. Pourvu d'un bon guide et des autorisations nécessaires, un Américain a pu cependant parcourir, l'autre semaine, quelques centaines de kilomètres à l'intérieur. Ce qu'il raconte se passe de commentaire. « *Les gens sont tristes à mourir. Ils ont peur de parler. Dans les cimetières du Viqueque* [sud-est de Dili], *j'ai vu des dizaines de tombes toutes fraîches, certaines datant d'août 1989. Sous les croix, à côté du nom du défunt figure souvent un seul mot, en tetum* [le dialecte local] : *abattu.* »

Bref, le tout récent rapport d'Amnesty International sur la répression à Tim-Tim (septembre 1989) ne serait pas du tout exagéré. « *Arrestations de masse, torture des détenus, exécutions sommaires, sont effectivement monnaie courante ici* », confirme le fonctionnaire d'une grande organisation internationale. Timor serait d'ailleurs selon lui « *la seule région de l'archipel où la dictature de Papa Suharto se fait durement sentir* ». Manuel Guterres (quarante-deux ans), Elias Pereira Moniz (vingt et un ans), Victor da Silva (vingt ans), Herminio da Costa, etc... Voici, parmi des dizaines d'autres, les noms de Timorais suspectés de sympathies indépendantistes arrêtés chez eux un beau matin de juillet et d'août 1989. Jamais revus depuis par leur famille.

Où sont-ils ? Torturés dans les sous-sols de l'hôtel Flamboyant à Baucau ? C'est là-bas, à 130 kilomètres à l'est de Dili, au pied des montagnes refuges des maquisards, que les sections spéciales de l'armée (Kopskam) ont leur QG. Et leur cimetière. Un voyageur indiscret, juste avant d'en être expulsé *manu militari*, y a compté, la semaine dernière, plus de deux cents tombes, dont une quarantaine seulement surmontées de la croix




**L'ancienne colonie portugaise du Timor-Oriental forme la partie est de l'île de Timor, située à l'extrême-est de l'archipel indonésien et à 500 km au nord de l'Australie. Dix jours après la proclamation d'une République démocratique du Timor-Oriental, l'armée indonésienne envahit le territoire, le 7 décembre 1975. L'année suivante, Djakarta en proclame unilatéralement l'annexion, une décision qui n'a jamais été avalisée par l'ONU. La répression d'une insurrection armée y a fait des dizaines de milliers de victimes.**

**Cette « vingt-septième province » de la République indonésienne a été sous administration portugaise pendant quatre siècles. La partie ouest de l'île, ancienne colonie néerlandaise, est devenue indonésienne peu après l'indépendance du pays, en août 1945.**

chrétienne. Beaucoup, selon lui, étaient « *très fâchés* », ce qui signifie deux choses au moins : 1. Les « Kopskam » ne comptent pas dans leurs rangs que des musulmans. 2. Sans parler de combats proprement dits, les accrochages avec les maquisards de la Falantil (branche armée du Fretilin) éclatent plus souvent et plus violemment qu'on ne le croit généralement. Quatorze années de répression et 100 000 morts au moins n'ont pas suffi à éteindre la flamme de la résistance.

A Lisbonne, les héritiers de la « révolution aux œillets » pleurent à la fois leur colonisation et leur décolonisation ratées. Dans les instances internationales, on fait encore semblant, treize ans après l'annexion, de chercher une solution juridique pour le dernier des territoires non autonomes de la planète. Comme si l'histoire pouvait faire marche arrière. Comme si le Timor-Oriental, cette moitié d'île perdue au bout du monde, n'avait pas déjà assez souffert...

PATRICE CLAUDE

*Le Monde 25/10/1989*

# Timor Polícia indonésia matou manifestantes frente ao Papa

Polícia espanca um dos timorenses que se manifestavam a favor da independência do território após a homilia do Papa em Dili

FORÇAS policiais indonésias assassinaram um número ainda não determinado de pessoas durante a manifestação ocorrida no final da missa celebrada, na quinta-feira, por João Paulo II, em Dili.

A informação foi dada ontem ao EXPRESSO pela resistência timorense e confirmada, ao fim do dia, pelo padre António Costa, da Câmara Eclesiástica da diocese de Dili.

Quando o Papa se preparava para abandonar a tribuna do altar, cerca de duas dezenas de jovens aproximaram-se do local gritando "slogans" a favor da independência da antiga colónia portuguesa, ao mesmo tempo que rasgavam a bandeira indonésia. De imediato, a polícia carregou sobre os manifestantes, aos quais já se havia juntado mais de uma centena de pessoas.

Enquanto os sacerdotes que se encontravam junto de João Paulo II apelavam à calma, o Sumo Pontífice — que não chegou a assistir à morte dos timorenses —, **"manteve-se ainda sentado por algum tempo"** antes de se dirigir para o automóvel que o levaria ao aeroporto, afirmou-nos o padre António Costa, que salientou: **"Após a manifestação foram detidas dez pessoas".**

Um informador do Ministério dos Negócios Estrangeiros, em Lisboa, confirmou ontem ao EXPRESSO **"a detenção de, pelo menos, nove pessoas, na sequência daquele incidente".** A nossa fonte realçou, porém, que a diplomacia portuguesa **"já está a alertar para este facto a Santa Sé e a ONU".**

Papa em Timor-Leste — para que, internacionalmente, ficasse a impressão de que a Santa Sé manteve em Dili, "manteve uma ambiguidade diplomática, que nada esclareceu" co-

aconteceu nas outras viagens, João Paulo II não teve nenhuma audiência privada com o

Apesar da diplomacia da Santa Sé insistir no carácter pastoral desta visita, recordando que o Papa é o bispo de Dili, o certo é que ele aceitou ser acompanhado pelo ministro indonésio da Defesa, Beni Murdani, o estratego da invasão de Timor-Leste, em 1975.

Por outro lado, as palavras de João Paulo II, durante a missa, provocaram reacções de desagrado. Assim, a Comissão para a Defesa dos Direitos do Povo Maubere sublinhou: **"Quando o Papa se referiu às violações dos direitos humanos, falou no passado e atribuiu-as a ódios e vinganças, quando estes são provocados pela situação de ocupação colonial".**

Também o líder da Convergência Nacionalista timorense, Paulo Pires, lamenta **"o facto de o discurso do Papa não ter sido mais incisivo na condenação da ocupação indonésia"**, e o ex-administrador apostólico de Dili, D. Martinho Lopes, ao considerar **"triste e confrangedor"** o balanço desta visita papal, recordou que "o Papa não beijou o solo de Timor, deixando entender que continuava em solo indonésio, nem fez eco do apelo de D. Ximenes Belo a um referendo sobre a autonomia de Timor-Leste".

A propósito, a Sala de Imprensa da Santa Sé informava ontem que, se o Papa tivesse beijado o chão timorense, **"poderia dar oportunidade a interpretações controversas".**

A atitude de João Paulo II de não melindrar as autoridades de Jacarta, **"parece ser o resultado de uma lógica diplomática**

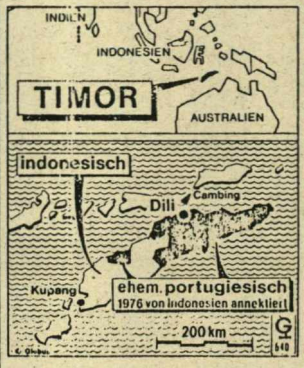
Expresso 14/10/1989

# Johannes Paul II. auf heißem Boden

## Der Papstbesuch im annektierten Ost-Timor wirft politische Probleme auf

**Jakarta** (KNA) – Die Polemik um das Schicksal der ehemaligen portugiesischen Kolonie Ost-Timor überschattet den Papstbesuch in Indonesien. Wenn Johannes Paul II. am Donnerstag für wenige Stunden seinen Fuß auf den Boden des 1976 von Indonesien nach blutigen Kämpfen annektierten Ostteils der Insel setzt, wird jede seiner Gesten und jedes seiner Worte mit Argusaugen betrachtet werden. Wird er zum Beispiel nach Verlassen des Flugzeugs den Boden küssen, wie er es beim Betreten eines neuen Landes gewöhnlich tut oder nicht? Der indonesische Verteidigungsminister Leonardos Murdani, der dem katholischen Glauben angehört, wird Johannes Paul II. bei seinem Besuch in Ost-Timor empfangen. Er hat bereits einer portugiesischen Rundfunkstation erklärt, es sei ihm egal, ob der Papst den Boden küsse oder nicht. Ost-Timor bleibe so und so Eigentum Indonesiens.

Deutsche Missionare in Indonesien sind der Meinung, daß der Papstbesuch in der ehemaligen portugiesischen Kolonie, in der Menschenrechtsverletzungen an der Tagesordnung sind, eine stillschweigende Anerkennung der Annexion durch Indonesien bedeute. Deshalb sei auch der Klerus auf der zu 90 Prozent katholischen Insel keineswegs begeistert über den Besuch. Der Papst hatte bereits auf dem Flug von Rom nach Seoul zu Beginn seiner




Asienreise gegenüber Journalisten klargestellt, er wolle mit seinem Besuch keineswegs eine Anerkennung der indonesischen Oberhoheit über Ost-Timor zum Ausdruck bringen und hatte alle anderen Interpretationen als falsch zurückgewiesen. Johannes Paul II. hatte weiter erklärt, es sei eine Beleidigung für die Katholiken Ost-Timors, wenn er die nahe gelegene Insel Flores besuche, auf der es viel weniger Katholiken gebe, und Ost-Timor nicht.

Als er am Montag bei einem Staatsempfang im Präsidentenpalast in Jakarta gegenüber Präsident Suharto die Respektierung der Menschenrechte und der politischen Rechte einforderte, dürfte er damit auch auf Ost-Timor angespielt haben. Dieses Thema ist sicherlich auch bei dem 45minütigen Privatgespräch mit dem indonesischen Präsidenten zuvor zur Sprache gekommen.

Die Beziehungen zwischen Portugal und dem Vatikan sind wegen der Reise in eine Krise geraten. Ost-Timor war von den Portugiesen nach der Revolution vom 25. April 1974 sich selbst überlassen worden. Tausende Timoresen flohen damals vor der Bedrohung durch das in der Mehrheit muslimische Indonesien. Ein blutiger Widerstandskrieg kostete nach Schätzungen 200 000 oder noch mehr Einwohner das Leben. 1976 annektierte Jakarta Ost-Timor als 27. indonesische Provinz. Sowohl die portugiesische Regierung wie auch die UNO und der Vatikan erkennen die indonesische Oberhoheit nicht an. Lissabon hat seit der Annexion die diplomatischen Beziehungen zu Jakarta abgebrochen.

Die einzige Diözese Ost-Timors, Dili, wird von einem apostolischen Administrator, Bischof Carlos Ximenes Belo, geleitet und untersteht direkt dem Vatikan. Die indonesische Regierung möchte Dili der Bischofskonferenz Indonesiens ange-

Süddeutsch Zeitung 12/10/1989

*Violenti scontri alla fine della messa a pochi metri dal pontefice*

# Guerriglia sul palco del papa al grido di "libertà per Timor"


Oggi con "Affari & Finanza"
"IL VENERDI" di Repubblica
Con il PORTFOLIO Jolly offre qualcosa in più
Si vincono
• 20.000.000 con Portfolio
• 66.000.000 con Vip
• 3.000.000 con il Jolly
IL CONCORSO A PAGINA 49



Domani con "Repubblica"
Mercurio
Un sogno: parlare di libri in tv
Parla Bernard Pivot, conduttore della trasmissione francese "Apostrophes". E intanto ci si domanda: è possibile imitarla in Italia?
di CORRADO AUGIAS con interventi di ANGELO GUGLIELMI e NELLO AJELLO



*La Reppublica*
*13/10/1989*


dal nostro inviato
DOMENICO DEL RIO

ISOLA DI TIMOR – La guerriglia è apparsa sul palco del papa, costringendolo alla fuga. A Dili, Giovanni Paolo II aveva appena terminato la cerimonia liturgica, quando sono esplosi i primi scontri tra poliziotti e gruppi del fronte rivoluzionario che lotta per l'indipendenza dell' isola dall'Indonesia. Si è subito scatenata una violenta rissa.

A PAGINA 15 CON UN SERVIZIO di MARCO ANSALDO

*Giovanni Paolo II lancia un appello alla riconciliazione nell'isola sotto occupazione indonesiana*

# La guerriglia sul palco del papa

## *Scontri tra giovani e poliziotti dopo la messa a Timor*

dal nostro inviato
DOMENICO DEL RIO

La polizia indonesiana picchia i manifestanti a Timor, alla fine della messa di Giovanni Paolo II

DILI *(Isola di Timor Est)* – Wojtyla è arrivato a Timor Est, e la guerriglia è apparsa sul palco del papa. È accaduto alla fine della messa celebrata dal pontefice in una grande conca, circondata da monti brulli, di fronte al mare. Giovanni Paolo II aveva appena terminato la cerimonia liturgica e stava benedicendo e salutando i fedeli, quando sono cominciati i primi scontri nella folla tra gruppi di giovani e poliziotti in borghese. Si sono visti alzare bastoni e volare sedie al di sopra della gente. La folla si muoveva sempre più accostandosi al palco della messa. Allora preti e seminaristi sono accorsi per far strada al papa che si è allontanato dal luogo della celebrazione liturgica. In quel momento una ventina di giovani appartenenti al Fretilin (Fronte rivoluzionario per l'indipendenza) sono sobbalzati sul palco che era diventato deserto. Hanno steso uno striscione con una scritta che inneggiava alla libertà e all'indipendenza di Timor. Hanno gridato: «Viva Timor! Viva il papa! Noi soffriamo!».

Un grande scompiglio si è creato allora tra la folla che era ancora ammassata attorno al palco. Per un momento si è temuta una sparatoria con i militari indonesiani che occupavano ogni angolo della spianata, la gente ha cominciato a fuggire. I soldati hanno fatto irruzione sull'altare. Alcuni giovani sono riusciti a scappare confondendosi con la folla, altri sono stati arrestati e trascinati via a forza, gli incidenti sono durati una quindicina di minuti. Sembra che quattro donne siano state ferite e ricoverate all'ospedale. La macchina del papa, con il suo seguito di autorità e di corte pontificia, intanto si era mossa verso l'areoporto per il ritorno a Giakarta. È corsa voce, poi, che il Fretilin abbia fatto pervenire al pontefice, non si sa bene tramite chi, un messaggio scritto.

Così si è conclusa la visita di Giovanni Paolo II a Timor Est. Questa mezza isola, già colonia portoghese, confinata in fondo all'arcipelago indonesiano, abbandonata dal Portogallo, occupata dal governo di Giakarta nel 1976, luogo di massacri e di oppressione, con l'arrivo del papa, si è presentata ancora una volta all'opinione pubblica come una spinosa questione internazionale. La mezza isola vorrebbe essere indipendente. Il vescovo Ximenes Pelo, capo della diocesi di Dili, il capoluogo, chiede un referendum sul futuro del paese. Molta parte del clero conserva nostalgie portoghesi, sebbene Lisbona abbia fatto ben poco per il benessere della sua lontana provincia d'oltremare.

### *Un prete gridava*

In lingua portoghese gridava, ieri, un prete nel microfono dal palco su cui quale il papa avrebbe dovuto celebrare la messa. «Viva Giovanni Paolo II!», gridava, «viva la Chiesa cattolica! Viva Timor, terra della Santa Croce!». E intonava l'inno alla Madonna di Fatima.

Wojtyla è arrivato qui, in questa terra tormentata, fra questa povera gente senza risorse, senza lavoro, abbandonata dai vecchi padroni portoghesi, oppressa dai nuovi padroni indonesiani. Il papa è apparso come diviso in due. Da un lato, il pastore pieno di comprensione; dall'altro, l'uomo costretto ad occuparsi di situazioni politiche e internazionali. Nel desiderio di manifestare la propria partecipazione a questo popolo, Wojtyla, citando una frase di San Pietro, si è lasciato andare a parlare di se stesso come «un anziano nella famiglia della fede» e ad affermare che lo stesso San Pietro è stato «debole» e che si è «ravveduto». Sembrava che, davanti a un popolo di miserabili, Wojtyla volesse presentarsi anch'egli come un povero uomo che sente la propria miseria e quella degli altri.

«Cari fratelli e sorelle», ha detto il papa, «il ministero speciale di Pietro per "rafforzare i suoi fratelli" mi ha portato a Timor Est. Estato a Pietro che Cristo disse prima della Passione: "E tu, una volta ravveduto, conferma i tuoi fratelli". Durante la Passione del Maestro, Pietro era stato un debole, ma il Signore lo chiamato ugualmente a pascolare il suo gregge. Sin dall'inizio del mio pontificato ho seguito la vostra situazione con grande sollecitudine. È da molto tempo che desidero dirvi che tutta la Chiesa, e il papa in particolar modo, vi stimano e vi amano molto».

Poi è venuta la parte politica. La Sante Sede non riconosce l'occupazione indonesiana di Timor Est. C'era un gesto simbolico significativo che si attendeva all'arrivo del pontefice. Il papa, quando giunge per la prima volta in un paese, si china a baciare la terra, quando scende dall'aereo. A Giakarta aveva baciato il suolo indonesiano. La questione può sembrare sottile, ma se il papa, a Dili, si fosse chinato a baciare la terra, avrebbe voluto dire che era arrivato in un territorio nuovo, fuori dall'Indonesia. Wojtyla è sceso a Dili dall'Hercules militare, che lo ha portato dall'Isola di Flores, e non ha dato il bacio al suolo di Timor. Il governo di Giakarta, rappresentato dal ministro della Difesa, era naturalmente soddisfatto.

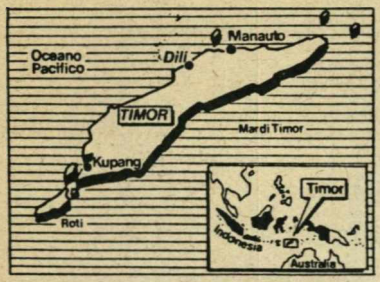
### *Un cuscino bordato d'oro*

Ma il clero no. E allora la Chiesa di Timor ha trovato un surrogato. Sull'alto della gradinata che conduce al palco con l'altare, hanno posato un cuscino bianco bordato d'oro. Sul cuscino hanno poggiato un crocifisso. Quando il papa è salito per celebrare la messa, si è fermato lì davanti. Gli hanno tolto la mitria, gli hanno preso il pastorale, e lui si è inginocchiato a deporre un bacio sul Cristo a terra. Qualcuno ha applaudito. Anche la Chiesa di Timor è rimasta soddisfatta. Il portavoce della Santa Sede, Joaquin Navarro, con molta prudenza, l'ha definita «un' usanza ordinaria della Chiesa».

Prima di arrivare all'altare, Wojtyla aveva fatto un giro in jeep attorno alla folla che era riunita nella conca, passando, figura bianca in piedi, in mezzo a un bel polverone. Nella spianata, erano attesi duecentomila fedeli. Ne saranno arrivati sì e no la metà. Dicono che gli abitanti dell'interno abbiano avuto paura delle reazioni dei soldati indonesiani, tutti musulmani, che presidiano l'isola. Questa festa di cattolici attorno al papa «a Timor Est, i cattolici sono mezzo milione, l'80 per cento della popolazione» potrebbe assumere un significato di manifestazione di indipendenza. Così i missionari e i preti locali, con l'esperienza delle dure repressioni in passato, esprimono le proprie convinzioni e paure.

Oltre le vicende del bacio al suolo, erano naturalmente attese le parole che il papa avrebbe pronunciato a Dili. Wojtyla ha parlato durante la messa. Una parte dell' omelia è stata dedicata appunto alla questione di Timor Est. Il discorso del pontefice è risultato uno dei piccoli capolavori della diplomazia pontificia. Un brano attuale si sono affaticati, con conclusioni non proprio unanimi, i consueti osservatori vaticani. A nostro parere, i punti che si ricavano dal testo papale sono questi: 1) c'è un sottolineare che, in questa terra, ci sono state distruzioni e morte, vittime dell' odio e della violenza, senza specificare da che parte siano venute vendette e rappresaglie; tutto questo ha prodotto difficoltà economiche; 2) c'è un appello a chi ha responsabilità, ma nemmeno qui sono elencati i responsabili, perché si cerchi una soluzione giusta e pacifica per migliorare le condizioni di vita del popolo; 3) c' è un'esortazione, soprattutto alla comunità ecclesiale cattolica, perché venga messo in pratica il perdono e si arrivi a una riconciliazione.

Sembra di capire che il papa non prende in considerazione un eventuale cambiamento politico. Visto così, se non ci sono altre intenzioni nelle pieghe delle parole del papa, sembra un accogliere realisticamente la situazione attuale, a condizione che siano veramente migliorate le condizioni della popolazione di Timor. D'altra parte, che deve fare un papa? Non può certamente incitare alla guerra. Dice alla gente di sopportare e al governo di curarsi di più del popolo.




**Nella cartina l'isola di Timor, situata al confine dell'arcipelago indonesiano. La popolazione della zona orientale è di origine malese e melanesiana.**

*A Timor un genocidio nato dopo il ritiro del Portogallo*

# L'isola delle "montagne blu" chiede l'intervento dell'Onu

di MARCO ANSALDO

**ROMA – Sul braccio porta un tatuaggio blu con la data '75-'79 («gli anni in cui ho combattuto tra i guerriglieri») e la scritta in timorese «Tutto se n'è andato». Nella lotta armata contro i soldati indonesiani ha perduto l'indipendenza, ma anche un fratello e una sorella. Fuggito in Europa, rappresenta ora a Lisbona il Fretilin, il movimento di liberazione di Timor Est. Recentemente lo abbiamo incontrato a Roma, dove è venuto per perorare la causa del suo paese.**

**Josè Gutierrez ha solo 27 anni, ma di questi ne ha passati molti nelle prigioni indonesiane, sotto l'accusa di sovversione. «Ma noi non siamo terroristi – si difende – siamo un movimento di indipendenza. Il terrorismo è quello indonesiano, responsabile di un genocidio sistematico. La nostra gente non ha libertà di movimento, le nostre tradizioni sono state distrutte, la nostra storia calpestata dal generale Suharto (il presidente indonesiano, ndr)».**

«È vero, combattiamo con le armi. Ma questo non è mai avvenuto al di là del nostro territorio sulle "montagne blu". Il papa? La sua visita è benvenuta. Noi siamo cattolici e ci aspettiamo molto dagli sviluppi di questo viaggio. Allo stesso modo chiediamo aiuto ai governi occidentali e, soprattutto, al Portogallo».

La storia di Timor Est ha da secoli legami profondi con Lisbona. Piccola scheggia situata al confine dell'arcipelago indonesiano, l'isola gravita dal 1586 nell'orbita degli interessi portoghesi. Occupata, dopo quasi quattrocento anni di colonizzazione europea, dall'esercito indonesiano, nel 1976 Timor Est venne annessa al governo di Giakarta. Ma la decisione unilaterale dell'Indonesia scatenò una violenta resistenza nazionalista altrettanto duramente repressa da Suharto. Le cifre variano tra le cento e le duecentomila vittime su una popolazione totale stimata tra i sei e i settecentomila abitanti.

Con la «rivoluzione dei garofani» del '74 a Lisbona infatti, l'isola si era risvegliata politicamente dal letargo di secoli, dotandosi di movimenti e partiti che avrebbero dovuto portare Timor Est verso uno sviluppo democratico. Nacquero due fazioni: i fautori dell'annessione all'Indonesia e i sostenitori dell'indipendenza. Ma con il ritiro definitivo del Portogallo da Dili, la capitale, violenti scontri armati contrappongono le due fazioni e terminano con la vittoria degli indipendentisti raccolti nel Fretilin. La risposta indonesiana fu immediata: Giakarta invase l'isola riducendola ad una sua provincia.

«Il governo di Lisbona ha adesso precise responsabilità nei confronti di Timor Est – continua Josè Gutierrez – perchè l'ha governata per quasi quattrocento anni, e perchè tutta la nostra storia e le nostre tradizioni sono intimamente connesse con quello che era il governo della corona portoghese. Il Portogallo ha il dovere morale di impegnarsi nel ritiro delle truppe di Suharto. È vero, negli ultimi tempi Lisbona ha condotto una buona politica verso di noi, appoggiando la risoluzione di condanna delle Nazioni Unite. Ma ora si deve persuadere a chiedere l'intervento dell'Onu per l'evacuazione dell'esercito indonesiano».

Gutierrez lancia un appello non solo alla ex madrepatria, ma a tutti i governi occidentali democratici e soprattutto a quello americano. La posizione assunta dagli Stati Uniti al momento dell'occupazione dell'isola è un trauma ancora vivo nel ricordo degli abitanti di Timor. Il giorno precedente all'intervento indonesiano, l'allora segretario di Stato Henry Kissinger si trovava a Giakarta in visita ufficiale insieme al presidente Ford, e fece intendere che il governo Usa non avrebbe avuto nulla in contrario all'invasione di Timor Est. «Sì, è andata proprio così. Quella posizione, resa nota attraverso un giornale americano, rappresentò il segnale di via libera all'operazione – ricorda Gutierrez –. Oggi è diverso, ben 124 membri del congresso Usa si sono dichiarati a favore dell'indipendenza del nostro territorio. Quale superpotenza l'America ha un ruolo decisivo in questa controversia, purtroppo la sua posizione ufficiale è quella di governo amico del regime del generale Suharto. E così il nostro dramma assume le proporzioni di una tragedia senza fine».

Il resto della tragedia di Timor è storia degli ultimi quindici anni: guerriglia e repressione, carestie, fuga della popolazione nelle zone impervie della giungla o sulle montagne. A poco sono servite finora le ripetute condanne dell'Onu, che dal '75 approva risoluzioni contro l'aggressione di Timor Est. Il problema resta una ferita aperta nell'Asia del sud, in un'isola dove fame e miseria rappresentavano, già sotto il dominio portoghese, una piaga endemica.

Giovani del Fronte di liberazione improvvisano una manifestazione sotto gli occhi del Pontefice

# Timor, scontri dopo la Messa del Papa

*Gli agenti indonesiani reagiscono: la folla in preda al panico*
*Nell'omelia velate critiche alla situazione politica dell'isola*

**TIMOR EST**
DAL NOSTRO INVIATO

Incidenti al termine della Messa celebrata dal Papa a Dili, capitale di Timor Est, occupata dal '76 dall'Indonesia. Il Fretilin, il Fronte timorese di liberazione nazionale, fuorilegge, ha inscenato una manifestazione sfociata in scontri con il servizio d'ordine e gli agenti indonesiani pochi secondi dopo che il Pontefice, ancora all'altare, aveva pronunciato il tradizionale «Ite missa est». Nell'omelia il Pontefice aveva chiesto al governo il rispetto dei diritti umani, esortando il popolo di Timor a dare prova di «pazienza e sofferenza nella dura prova, e a vivere nel messaggio evangelico dell'amore e della riconciliazione». Ha anche chiesto a «tutti coloro che hanno responsabilità per la vita del Timor Orientale» di agire «con saggezza e buona volontà mentre cercano una soluzione giusta e pacifica alle difficoltà attuali, con lo scopo di favorire un veloce miglioramento delle condizioni di vita». Se ne può dedurre che la situazione attuale non lo trova consenziente. All'arrivo il Papa non ha baciato la terra, perché sarebbe stato un modo plateale di riconoscere che Timor non è Indonesia: ha baciato invece un crocifisso posato per terra quando è giunto all'altare eretto a Tassi Tolu.

Gli incidenti si sono sviluppati ad almeno due riprese. Giovanni Paolo II era ancora all'altare, rivolto verso la folla, quando forzando i cordoni uno sparuto nucleo sventolando bandiere e lui una trentina di giovani. Correvano verso l'altare, gridando in «tetum» la lingua locale «Viva la lotta armata per l'indipendenza di Timor». Sono stati bloccati dal servizio d'ordine, con lunghi bastoni e da agenti in borghese a una ventina di metri dalla costruzione. Allora hanno spiegato lunghi striscioni di stoffa, con scritte in «tetum». Gradatamente, anche se opponevano resistenza, sono stati respinti. C'è stato scontro fisico, si sono visti volare bastoni e sedie. Giovanni Paolo II ha seguito con attenzione, appoggiato al pastorale, l'incidente; poi abbozzando un ombra di sorriso triste si è girato ed è andato a togliersi i paramenti sacri.

Mentre il Papa era nella sacrestia dietro l'altare, gli incidenti sono ripresi con più forza. Questa volta si è trattato di un palo di centinaia di giovani, che hanno cercato di forzare lo sbarramento. Un cartello in portoghese, rosso su fondo blu, diceva: «El Fretilin saluta il Papa». La polizia e il servizio d'ordine hanno reagito con durezza, caricando il gruppo, che ha risposto lanciando sedie e altri oggetti.

Nel frattempo sulla spiaanata di Tassi Tolu, una zona di saline stretta fra il mare e le montagne, la gente era in preda al panico. Varie centinaia di persone si sono messe a correre verso l'estremità della spianata, altre hanno cercato riparo sulla loro dell'altare. Istanti, in un polverone irrespirabile, e che rendeva difficile seguire lo sviluppo degli avvenimenti, il servizio d'ordine e polizia spingevano con altre cariche il gruppo di dimostranti verso la zona delle saline. Subito dopo il Papa che era già in ritardo, è stato fatto partire, cancellando un un ultimo giro alcune responsabili del Comitato della Croce Rossa internazionale.

Il Fretilin si batte contro l'occupazione indonesiana con una resistenza armata di cui è difficile valutare l'intensità. Dili e l'isola di Timor sono state, fino al gennaio scorso, «zona proibita», le comunicazioni sono scarse e scadenti in generale, e con l'interno proibitive. In pratica i primi permessi per giornalisti sono stati concessi in occasione della visita papale, e il Fretilin ha cercato di utilizzare questo avvenimento per ricordare al mondo la sua causa. Con un errore di tempismo. Infatti quando è scattata la dimostrazione, il gruppo di televisioni e giornali del «tour papale» era già in volo. Sono rimasti a testimoniare della protesta una troupe della Tv australiana, giornalisti indonesiani. L'invito di «El Pais» e chi scrive. Le autorità indonesiane non hanno gradito la manifestazione, tanto che due fotografi sono stati costretti a consegnare i rullini scattati, a un terzo un uomo della «sicurezza» ha coperto l'obiettivo con la mano. «Sono solo giovani che vogliono avvicinarsi al Papa», si affannava a spiegare ai giornalisti un funzionario del ministero dell'Informazione, mentre gli sfuggivano i vari religiosi. Infine, mentre già il corteo papale entrava in aeroporto, lungo la strada si sono viste decine di persone spaventate correre verso le montagne.

Un momento degli scontri tra i dimostranti e gli agenti indonesiani dopo la messa del Papa a Timor Est

La breve è tanto più incredibile gli sforzi del governo Indonesiano di apparire tranquillo solo all'aeroporto, con tre una vaticanali, poster giganti che danno il benvenuto al Papa nella «27ª provincia indonesiana», quaranta uomini degli specialissimi servizi presidenziali dislocati nella piccola città, già piena di agenti in borghese. Nelle strade verso l'interno, posti di blocco frequenti e rastrellamenti. Sulle montagne dietro Tassi Tolu l'esercito aveva schierato una tripla fila di uomini per prevenire azioni dimostrative del Fretilin. Chiunque entrava alla Messa veniva controllato: e proprio la paura dei militari, oltre ai costi di trasporto, ha fatto sì che la partecipazione sia stata largamente inferiore al previsto.

**Marco Tosatti**

*La Stampa 13/10/1989*

# Recalling Bloodshed, Pope Urges Indonesia To Respect East Timor

By Clyde Haberman
*New York Times Service*

DILI, Indonesia — Praying on a barren plain said to have been a killing field for government troops, Pope John Paul II admonished Indonesia on Thursday to respect human rights in the disputed province of East Timor, where he said "many innocent people have died."

The pope became the first world leader to visit East Timor since Indonesia invaded the territory and annexed it in 1976, and he used the occasion to recall past bloodshed and to appeal for reconciliation between Timorese and the Indonesian authorities.

As he finished celebrating an outdoor Mass, the passions that still smolder here burst into a chair-throwing melee directly in front of the altar between anti-government demonstrators and police officers.

About 20 youths emerged from the crowd of 100,000 worshipers and tried to force their way to the altar past security guards. As they unfurled a banner and shouted slogans calling for East Timor's independence, they were set upon by plainclothes policemen.

Witnesses, who stayed behind after the press corps traveling with the pope had been taken to the Dili airport, said that dozens of other youths joined the brawl, hurling chairs at the police until calm was restored 15 minutes later.

According to a witness, the incident occurred as the pope was walking to his car for the short ride to the airport. He paused to look at the disruption, and then left. At no point was he in jeopardy, and the fact that the protesters also chanted "Viva Il Papa" made it clear that he was not their target.

Nevertheless, the episode underscored the "hatred and struggle" he had discussed minutes before.

Delivered in English and translated for the crowd into the local Tetum language, his homily was an unequivocal call for human rights. It contrasted sharply with far softer allusions to social and political problems that the pope had made during his journey through this overwhelmingly Muslim country.

"Respect for the rights which render life more human must be firmly insured," he said, adding in an apparent reference to the government of the long-ruling President Suharto: "I pray that those who have responsibility for life in East Timor will act with wisdom and goodwill towards all."

Indonesia forcibly annexed the largely Catholic province in the confusion that followed Portugal's withdrawal in 1974 as it was rapidly dissolving its colonial empire.

International rights groups say that perhaps as many as 200,000 East Timorese, out of a population of 650,000, were killed by Indonesian troops. According to Carlos Filipe Belo, the Catholic bishop of the province, killings occurred on the very spot where the pope prayed — a spit of land bordered by craggy hills and the Sea of Timor and once used by soldiers as a place to interrogate prisoners.

"For many years now, you have experienced destruction and death as a result of conflict," John Paul said. "You have known what it means to be victims of hatred and struggle. Many innocent people have died while others have been prey to retaliation and revenge."

Western diplomats said that wholesale killings have long stopped, but they and others reported continued abuses, including mass arrests, mistreatment of prisoners and restrictions on expression. In addition, a low-level insurgency by the Revolutionary Front for the Independence of East Timor is said to produce scores of deaths every year.

On balance, Catholic priests and others said, East Timorese are probably better off materially now than they were under four centuries of domination by the Portuguese, who provided few schools and little health care.

But tensions and anti-Indonesia sentiments remain high, and they were reflected in the relatively poor turnout for the papal Mass. Organizers had expected several times the number that showed up, and some said that many Timorese probably had become nervous about the military checkpoints they would have had to pass through.

In his homily, the pope dwelled on human suffering and avoided politics, but his appearance was sensitive because some critics viewed it as implicit acknowledgement of Indonesia's sovereignty.

Although the United States recognizes Indonesian rule, the United Nations, Portugal's allies in Europe and, for that matter, the Vatican do not.

For his part, the pope had said before coming that his visit was pastoral and had no political significance. He is, however, a master of multilayered symbolism.

First, he did not kiss the ground on landing at the airport, thereby avoiding a gesture that he reserves for countries being visited for the first time.

But as the Mass began, he knelt and kissed a crucifix that had been placed on a cushion laid upon the ground. It was, a Vatican spokesman insisted, a normal custom that emphasized "the purely pastoral nature" of the visit. Still, from where the worshipers and their bishop stood, another signal was being sent. They saw a pope who seemed very much to be kissing the ground, and when he got back on his feet, the crowd cheered.

*International Herald Tribune 13/10/1989*

# BIBLIOGRAPHIE


- Funu. The unfinished saga of East Timor, Jose Ramos Horta. Edit. Red Sea 1987

- Le Timor Oriental. Violations des Droits de l'Homme, Amnesty International, Londres 1985

- Le Timor Oriental, Une Réflection Chrétienne. CIIR, Londres 1987


## (Quelques) Organisations de solidarité avec le Timor Oriental

PRO MUNDI VITA
Rue de la science 7
B-1040 BRUXELLES

PAX CHRISTI INTERNATIONAL
Plantijn Moretuslei 174
B-2018 ANTWERPEN

ASSOCIATION DE SOLIDARITE TIMOR ORIENTAL
B.P. 235.07
F-75327 PARIS CEDEX

COMMISSIE JUSTITIA ET PAX NEDERLAND
Statenlaan 35
NL-2582 GC DEN HAAG

COMITATO FERRARA PER LA PACE
Via Fondobanchetto 43
I-FERRARA 44100

KOMITEE INDONESIE
Postbus 40066
NL-1009 BB AMSTERDAM

EM TIMOR LESTE A PAZ E POSSIVEL
Rua Campolide 125-4°
P-1000 LISBOA

TAPOL
111 Northwood Road
Thornton Heath
GB-SURREY CR4 8HW

AUSTRIAN COMMITTEE FOR EAST TIMOR
Ledererg 23/27
A-1080 WIEN

SOS TIMOR
Square de Meeus 21-A
B-1040 BRUXELLES

KOMMISSIE RECHTVAARDIGHEID EN VREDE
Brialmontsraat 11/05
B-1030 BRUXELLES

SERVICE INTERNATIONAL DES DROITS DE L'HOMME
Case Postale 16
CH-1211 GENEVE 20

Michalis Charalambiois
LIGUE INT. DROITS DE LIBERATION DES PEUPLES
Ippokratus
10680 ATHENES - GRECE

LIGA INT. DIRITTI DEI POPULI
Via Dogana Vecchia 5
I-00186 ROMA

COMMISSIE JUSTITIA ET PAX NEDERLANDS
Statenlaan 35
NL-2582 GC DEN HAAG

COMISSAO P/ OS DIREITOS DO POVO MAUBERE
R. Pinheiro Chagas 77-2° Esq.
P-1000 LISBOA

CATHOLIC INSTITUTE FOR INTERNATIONAL RELATIONS
22 Coleman Fields
GB-LONDON N1 7AF

ÖSTTIMORKOMMITTEN
c/o Pollák
Wibomsväg 12-2 tr
S-17160 SOLNA

## Quelques Mots sur le MCP

"... *Le Mouvement Chrétien pour la Paix est un mouvement international qui rassemble tous ceux et toutes celles qui sont motivé/es par la même exigence d'une société de Justice, de Paix et de Solidarité Humaine. Il soutient tous ceux/toutes celles qui veulent prendre en mains leur histoire pour organiser collectivement une société responsable et libérante.*"

du Préambule de la Constitution Internationale du MCP.

Le MCP est un mouvement oecuménique non-confessionnel pour la paix, fondé au début des années 1920. Aujourd'hui, le MCP est un mouvement européen qui poursuit ses objectifs au travers d'un large éventail d'activités. Internationalement, celles-ci sont fondées sur des chantiers volontaires qui, chaque année, rassemblent des milliers de jeunes unissant volontairement leurs efforts pour soutenir des projets locaux partout dans le monde, projets engagés dans un travail sur des questions de paix et de justice, dans des activités sociales ou dans la protection de l'environnement.

Par ses programmes d'éducation à la paix et au développement, le MCP offre aux gens une approche internationale et globale des principaux problèmes qui affectent le monde aujourd'hui. Il organise des séminaires internationaux et des stages de formation qui sont ouverts à tous et à toutes.

Le MCP s'est efforcé depuis longtemps d'encourager la participation des exclus et des défavorisés de nos sociétés.
Le travail pour le développement avec justice, mené au moyen d'une campagne de conscientisation sur les questions de Libération, de Justice et de Paix, sera développé dans les prochaines années.

Si vous voulez participer ou contribuer à ce travail, veuillez prendre contact avec l'une des adresses suivantes:

# LE MCP EN EUROPE

**Belgique:**
MOUVEMENT CHRETIEN POUR LA PAIX
Rue de la sablonnière 18
B-1000 BRUXELLES
Tel. 02/219 57 20

MOUVEMENT CHRETIEN POUR LA PAIX
Rue Louvrex 36
B-4000 LIEGE
Tel. 041/23 07 41

MOUVEMENT DES JEUNES POUR LA PAIX
Boulevard de l'Empereur 15
B-1000 BRUXELLES
Tel. 02/514 52 78

**Suisse:**
CHRISTLICHER FRIEDENSDIENST
Falkenhöheweg 8
Postfach 1274
CH-3001 BERN
Tel. 031/ 23 60 07

CHRISTLICHER FRIEDENSDIENST
Leonhardstr. 19
CH-8001 ZURICH
Tel. 01/251 42 82

**Malte:**
JOHN XXIII PEACE LAB
Hal Far
MALTA

**France:**
SOLIDARITES JEUNESSES - MCP
38, Rue Faubourg St. Denis
F-75010 PARIS
01/48 00 09 05

**Italie:**
MOVIMENTO CRISTIANO PER LA PACE
Via Ratazzi 24
I-00185 ROMA
Tel. 06/73 44 30

**Portugal:**
MOVIMENTO CRISTAO PARA A PAZ
Rua Cidade de Poitiers 44-1°
P-3000 COIMBRA
Tel. 039/34 217

**Pays-Bas:**
ICVD
Bethanienstraat 20
Postbus 377
NL-1012 CA AMSTERDAM
Tel. 020/25 31 50

**R.F. Allemagne:**
CHRISTLICHER FRIEDENSDIENST
Rendelerstr. 9-11
D-6000 FRANKFURT 60
Tel. 069/45 90 72

**Grande Bretagne:**
CHRISTIAN MOVEMENT FOR PEACE
Bethnal Green URC
Pott Street
GB-LONDON E2 OEF
Tel. 01/729 18 77

**SECRETARIAT EUROPEEN:**
Rue Stévin 92
B-1040 BRUXELLES
Tel. 32/2/230/84/99